

R-58894

30 €

(S)

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

		Pages
Jacques Doriot.....	Le Parti communiste devant le conflit franco-italien.	1995
Albert Treint.....	L'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. et le rapprochement franco-allemand.....	2012
Rosa Michel.....	Pourquoi luttons-nous contre la rationalisation capitaliste?.....	2019
Jay Lovestone.....	L'influence grandissante des journaux d'usine aux Etats-Unis.....	2032
* * *.....	La discussion russe dans le Parti français.....	2036
L. Croset.....	Le travail des cellules d'entreprises.....	2050
Désusclade.....	A propos d'une campagne de la bourgeoisie française.....	2053
M.*T. Gourdeaux.....	Réponse à Arrig : A propos de <i>l'Ouvrière</i>	2057
Antoinette Gille.....	A propos de la question féminine.....	2059
Léa Bourreau.. ..	Le travail parmi les enfants.....	2061

Prix du numéro : 1 fr. 50

*** ADMINISTRATION ***
142, rue Montmartre (2°)

*** *** RÉDACTION *** ***
120, rue Lafayette (10°)

PARIS

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ
132, Faubourg Saint-Denis - PARIS (10^e)

Tél. : Nord 07-51 et 97-32

Chèque Postal : 943-47

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe bimensuel du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 2 francs

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	10 fr.	1/2 \$
6 mois	18 fr.	1 \$
1 an	36 fr.	2 \$

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 fr. 50

BIMENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	10 fr.	16 fr.
6 mois	18 fr.	30 fr.
1 an	36 fr.	58 fr.

Les communications aux Cahiers, concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.
N. LÉNINE

SOMMAIRE

	Pages
Jacques Doriot.....	Le Parti communiste devant le conflit franco-italien. 1995
Albert Treint.....	L'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. et le rapprochement franco-allemand..... 2012
Rosa Michel.....	Pourquoi luttons-nous contre la rationalisation capitaliste?..... 2019
Jay Lovestone.....	L'influence grandissante des journaux d'usine aux Etats-Unis..... 2032
* * *.....	La discussion russe dans le Parti français..... 2036
L. Croset.....	Le travail des cellules d'entreprises..... 2050
Désusclade.....	A propos d'une campagne de la bourgeoisie française..... 2053
M.-T. Gourdeaux.....	Réponse à Arrig : A propos de l'Ouvrière..... 2057
Antoinette Gille.....	A propos de la question féminine..... 2059
Léa Bourreau.....	Le travail parmi les enfants..... 2061

ADMINISTRATION

142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦

120, rue Lafayette

PARIS

LE PARTI COMMUNISTE

devant le conflit franco - italien



L'article qui suit constitue le résumé de l'exposé fait par notre camarade Doriot, le 9 novembre dernier, devant une assemblée d'information des militants de la région parisienne.

Ce résumé, établi d'après les notes de Doriot, a été rédigé par l'Agit-Prop centrale.

Les récents incidents franco-italiens ont eu dans la classe ouvrière un retentissement considérable. Les incidents de Vintimille, en particulier, ont provoqué dans l'opinion ouvrière et jusque dans notre Parti des courants d'opinion dangereux. Il est donc nécessaire d'analyser sérieusement les événements qui se déroulent, et de déterminer de façon précise la position de notre Parti.

Nous ne rappellerons pas ici le détail des faits, suffisamment exposés dans notre presse. L'affaire Riccioti-Garibaldi a été grossie à dessein par la presse bourgeoise directement inspirée par le gouvernement français. Celui-ci, en effet, l'a exploitée très habilement pour tenter de briser l'alliance italo-espagnole qui s'était faite, durant ces derniers mois, de plus en plus étroite.

Avant l'élaboration du Pacte de Locarno, des faits beaucoup plus graves en eux-mêmes s'étaient produits, sans susciter l'émotion: l'affaire, par exemple, de ces trois Anglais qui se livraient à l'espionnage des centres d'aviation français. Briand, pour des raisons diplomatiques, avait donné la consigne du silence. Aujourd'hui, le gouvernement donne, au contraire, à l'affaire Riccioti Garibaldi le plus grand retentissement. C'est que l'on assiste actuellement à un épisode de la lutte déjà ancienne entre l'impérialisme italien et l'impérialisme français, dès longtemps signalée par les communistes.

Les données générales du conflit

La presse de gauche insiste surtout sur cette idée: « *De la France ou de l'Italie, qui a commencé? Qui porte, par suite, la responsabilité des incidents?* ».

Nous ne saurions poser ainsi la question. Nous devons examiner *le fond* du conflit. Ses causes peuvent se diviser en trois groupes: questions démographiques, questions économiques, questions diplomatiques, d'ailleurs en relation étroite les unes avec les autres.

QUESTIONS DÉMOGRAPHIQUES

L'Italie compte 42 millions d'habitants. L'excédent des naissances sur les décès y atteint le chiffre de 500.000. Cette population vit sur un territoire de 300.000 kilomètres carrés seulement (soit une densité de 140 habitants par kilomètre carré). Encore faut-il souligner que les conditions physiques de la péninsule sont telles que, dans la plaine subalpine, c'est-à-dire sur moins du tiers de l'Italie, vivent les deux cinquièmes de la population totale.

Au contraire, la France, avec une superficie de 551.000 kilomètres carrés, presque entièrement productive, ne compte que 39 millions d'habitants français. Trois millions d'étrangers y séjournent en outre; la population est ainsi de 42 millions d'habitants, c'est-à-dire égale à celle de l'Italie, pour un territoire beaucoup plus vaste. Et l'excédent moyen des naissances sur les décès n'est que de 70.000 unités.

Si l'on ajoute enfin que la France a un empire colonial de 10 millions de kilomètres carrés alors que l'Italie est à peu près dépourvue de colonies, on voit quelle formidable contradiction existe déjà entre les deux impérialismes du seul fait des données démographiques. Où diriger le courant de l'émigration italienne? Autrefois, il s'écoulait en partie vers le Nouveau Continent. Mais l'Amérique du Nord comme celle du Sud sont aujourd'hui à peu près fermées à l'émigration italienne.

Entre l'impérialisme français et l'impérialisme italien, il y a donc tout d'abord *lutte pour le partage des terres, pour le partage des colonies*.

Le parallèle que nous avons tracé ci-dessus est abondamment utilisé par le fascisme, tant pour exalter l'opinion italienne que pour influencer sur l'opinion étrangère. Voici ce qu'écrivait au journaliste Pierre Mille, spécialiste des questions coloniales, un correspondant italien:

Vos politiciens ignorants et bornés comme l'étaient d'ailleurs les nôtres avant l'évolution fasciste, confits dans une idéologie pacifiste stérile destinée à rester unilatérale, peuvent fermer les yeux à ces réalités et croire qu'un vague pacte de sécurité empêchera une nation régénérée d'affirmer ses droits biologiques à l'encontre de simples droits politiques considérés par elle comme caducs.

Nous ne sommes pas des ennemis de la France, mais la jeunesse italienne, à laquelle un gouvernement éclairé donne une instruction supérieure, en lui inculquant des idées d'énergie et d'entreprise, des vues audacieuses sur l'avenir de son pays, se rend compte que trop d'injustice a présidé, au dix-neuvième siècle, au partage des territoires d'outre-mer, et qu'elle en envisage la révision.

Cette révision — à quoi bon le dissimuler? — doit d'abord être traitée avec la France, car seule elle dispose en Méditerranée des pays de peuplement qui nous font défaut et dont elle n'a pas besoin pour vivre, puisque en raison de sa dénatalité elle est incapable de mettre en vigueur (?) son territoire métropolitain sans le concours de la main-d'œuvre étrangère.

On ne saurait être plus clair. Retenons la forte expression de: « *Droits biologiques* » employée ci-dessus. Elle exprime bien ce qu'il y a d'irrésistible dans le besoin d'expansion de l'impérialisme italien, et la volonté chez les fascistes de satisfaire ce besoin.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

L'Italie est presque entièrement dépourvue des matières premières nécessaires à l'industrie. La houille noire, le fer, le pétrole, le bois lui font défaut. Or, pendant la guerre et depuis, elle a considérablement développé son industrie de transformation. Cette industrie se trouve ainsi dans une situation difficile. Plusieurs faillites ont eu lieu dans une branche importante de l'industrie italienne, celle de l'automobile.

Quant à la production agricole, elle est insuffisante pour nourrir la population, ce qui contribue à pousser à l'émigration. L'agriculture manque d'engrais: phosphates, nitrates, potasse.

La France, au contraire, est abondamment pourvue de fer. Sans extraire de ses mines tout le charbon qu'elle consomme, elle en tire pourtant une très grande quantité, chaque année plus élevée. Elle possède en abondance les engrais, les phosphates. Les traités ont accru sa richesse en matières premières et en engrais: la Lorraine est riche en fer, l'Alsace en potasse.

Notons encore que les colonies méditerranéennes fournissent précisément: du fer (Algérie et Tunisie); des phosphates (Tunisie et Maroc).

Ainsi, en face d'une France impérialiste riche en matières premières, avide de débouchés, ayant besoin de la main-d'œuvre étrangère et coloniale, se dresse l'impérialisme italien, avec ses besoins grandissants de matières premières, et sa main-d'œuvre surabondante.

Les étapes de la lutte

Les traités de paix ont favorisé surtout l'Angleterre et la France impérialistes. Celle-ci y a gagné l'Alsace-Lorraine, des colonies, l'élimination de l'Allemagne du Maroc, le mandat syrien.

L'Italie, elle, n'a rien reçu.

Les récentes guerres de Syrie et du Maroc ont renforcé dans ces pays la position de l'impérialisme français et ont démontré à l'Italie qu'il n'entend rien céder de son empire colonial.

Les visées italiennes sur les colonies françaises de la Méditerranée s'en sont trouvées contrariées: le fascisme misait sur les difficultés rencontrées au Maroc par l'impérialisme français. La publication des archives d'Abd-El-Krim, que les communistes exigèrent en vain du gouvernement (soucieux de ménager l'Angleterre), eût révélé la part active prise par l'Italie dans les affaires marocaines.

Mais son attitude à l'égard de la Tunisie ne laisse nul doute sur ses intentions.

La Tunisie. — Un article du *Matin* publié en janvier 1925, indique qu'il y a en Tunisie 100.000 Italiens contre seulement 50.000 Français. Les colons italiens sont 12.000, les colons français 5.000. La population européenne est noyée dans près de deux millions d'indigènes. Le prolétariat de Tunisie est composé beaucoup plus d'indigènes et d'Italiens que de Français.

On sait la violence des manifestations fascistes. « *A nous la Tunisie!* » répète la presse italienne. Et l'on a souvenir du débarquement du ministre Malbo à Tunis et de ses déclarations non équivoques à la colonie italienne de la ville.

Quelle est, dans ces conditions, la politique de l'impérialisme français?

Il s'efforce de minoriser les Italiens en Tunisie, en y augmentant par divers moyens le nombre des « Français ». Grâce à des naturalisations nombreuses (parfois forcées), il espère qu'en 1931 le nombre des « Français » dépassera le nombre des Italiens. En même temps on ferme à l'émigration de la péninsule les portes de la Tunisie. On cède des parcelles de terrain à des Yougo-Slaves et à des Polonais.

La Syrie. — Les visées fascistes sur la Syrie rencontrent en France quelque faveur: une partie de la presse française prône l'évacuation de la Syrie en échange de certains avantages. Ce sont les journaux liés à la Banque de Paris et des Pays-Bas (Finaly) qui ne possède pas d'intérêts en Syrie. La Banque de

l'Union Parisienne au contraire, qui possède en particulier des chemins de fer, tient évidemment au mandat syrien.

L'Italie et l'Angleterre étaient adversaires de la remise à la France du mandat syrien. A la Société des Nations, les diplomates syriens ont trouvé l'appui des représentants de l'Italie (l'un d'eux est président de la Commission des mandats).

L'Abyssinie. — Dans cette question encore, les intérêts français et italiens s'opposent.

Un récent traité anglo-italien a pratiquement partagé l'Abyssinie en zones d'influence. Aux termes de l'accord, les Italiens sont autorisés à établir une voie ferrée de l'Erythrée à la Somalie italienne. Quant aux Anglais, ils se réservaient la disposition exclusive du lac Tsana, d'où sort le Nil Bleu. C'est pour eux le moyen d'assurer, par l'irrigation, la fertilité de leur plaine cotonnière du Soudan.

Les intérêts capitalistes français sont menacés par l'accord. Dès qu'il fut connu, la presse française réagit. On lit dans *le Temps* du 18 avril 1926:

On est frappé du fait que le voyage de M. Mussolini en Tripolitaine a coïncidé avec la publication dans la presse anglaise de la nouvelle d'un accord anglo-italien précisant les droits économiques des deux pays en Abyssinie. Il s'agirait, en réalité, de délimiter des sphères d'influence; mais on n'a pas le droit d'oublier à Londres et à Rome qu'il y a un traité, conclu en 1906, par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, qui définit les intérêts de chacune des trois puissances dans le royaume du négus et qui ne saurait être modifié qu'avec l'assentiment de tous ses signataires. On n'a pas le droit d'oublier non plus que l'Abyssinie fait partie de la Société des Nations et qu'elle peut faire appel à l'institution internationale de Genève pour lui demander aide et protection contre toute entreprise de nature à porter atteinte, directement ou indirectement, à son indépendance politique et économique.

L'impérialisme français ne veut pas perdre, du fait de l'établissement d'une voie ferrée italienne, le monopole du commerce éthiopien que lui assure la voie ferrée française d'Addis-Abbaba à Djibouti.

Aussi a-t-il soutenu à la S. D. N. la protestation élevée par le Ras Taffari à propos du traité anglo-italien.

Donc, en Abyssinie — comme en Syrie et en Tunisie — nous constatons l'antagonisme indéniable des intérêts des impérialismes français et italien.

Le journal fasciste *l'Impero* écrivait, le 11 avril 1925:

Si la France désire de bonnes relations avec l'Italie, qu'elle s'efforce de comprendre et de résoudre le problème italien de la Médi-

terranée. A chaque accroissement de puissance sur la mer qui fut la nôtre, notre amitié ira aux pays qui ne nous empêcheront pas de travailler à notre grandeur nationale et n'essayeront pas d'accaparer les travailleurs italiens, afin de remédier à leur dépopulation ou bien se créer une grande industrie à leurs dépens.

C'est clair.

Et, lors de son voyage pompeux à Tripoli, le « Duce » évoqua l'antique puissance latine, la « Rome impériale » qui régnait sur la mer Méditerranée (*mare nostrum!*) et déclara: « *Nous avons été grands dans la Méditerranée et nous voulons y redevenir grands, dussions-nous affronter l'étranger.* »

Nous allons voir maintenant par quelles manœuvres Rome essaye d'arriver à ses fins.

La politique italienne d'isolement de la France impérialiste

La diplomatie fasciste s'efforce d'affaiblir, en se liant successivement à différentes puissances, les positions du rival français.

L'Angleterre verrait sans déplaisir l'impérialisme français diminué dans la Méditerranée et dans l'Afrique du Nord. Sa préoccupation constante, on le sait, est d'éviter, sur la route des Indes, l'établissement de tout rival redoutable. La diplomatie italienne trouva l'appui fréquent du Foreign Office.

Une alliance — soi-disant purement défensive, en réalité offensive — vient d'être conclue entre Rome et Madrid. Les Espagnols avaient collaboré au Maroc avec les Français, dans l'espoir:

- 1° D'obtenir un élargissement de la zone espagnole du Maroc;
- 2° D'obtenir l'administration exclusive de la ville de Tanger.

Contre les prétentions du Directoire, France et Angleterre firent front, celle-ci décidée à ne pas laisser l'Espagne s'établir solidement vis-à-vis de Gibraltar. L'Espagne déçue entendit alors favorablement les propositions italiennes, et le traité fut conclu, consacrant la rupture franco-espagnole.

La diplomatie italienne a également dirigé ses efforts vers les Balkans, pour attirer dans son orbite les nations liées depuis Versailles à la France. Un traité de commerce italo-yougoslave, puis un traité italo-roumain (précédé d'un emprunt consenti par l'Italie à la Roumanie) ont été signés.

Le fascisme poursuit donc systématiquement une politique d'isolement de la France impérialiste, en s'appuyant successive-

ment sur différentes nations, Angleterre, Allemagne, Espagne, etc., et en signant même avec certaines d'entre elles des traités.

L'établissement du Cartel de l'acier vient d'accentuer l'antagonisme franco-italien, à la fois pour des raisons économiques et pour des raisons diplomatiques. Nous signalions au début de cet exposé la dépendance économique de l'Italie. Elle recherche les matières premières, en particulier l'acier. Naguère, elle pouvait s'adresser en Europe à divers fournisseurs, entre lesquels jouait la concurrence. L'accord métallurgique ne lui laisse qu'une ressource: l'Angleterre est en dehors de l'accord, mais les répercussions de la grève des mineurs ne lui permettent pas de fournir l'acier nécessaire à l'Italie; celle-ci se trouve en face d'un seul vendeur, le Cartel, dont la France est un des membres principaux. En même temps qu'il rend plus dépendante l'industrie italienne, le Cartel entraîne le rapprochement franco-allemand et restreint ainsi le champ des manœuvres diplomatiques de Mussolini.

Enfin, la France ne peut que prêter complaisamment l'oreille aux revendications coloniales de l'Allemagne, plutôt qu'à celles de l'Italie.

Tel est, tracé à grands traits, le tableau de l'antagonisme franco-italien.

Pourquoi s'est-il si rapidement aggravé? Cela tient à la base sociale du fascisme italien. Les troupes initiales du fascisme furent les petits-bourgeois déçus par la guerre et la démocratie, élément excité, instable, qu'il faut tenir en haleine. Les troupes du fascisme demandent des actes. *Le Temps* écrivait lors du voyage de Mussolini en Tripolitaine:

Le fascisme triomphant à l'intérieur doit maintenant mettre ses théories et ses méthodes au point des circonstances extérieures. Pour entretenir chez ses partisans la foi en sa cause, M. Mussolini est obligé de donner un aliment nouveau à leur enthousiasme. La grandeur extérieure de l'Italie doit, par la force des choses, s'imposer comme la préoccupation essentielle du parti fasciste dès l'instant où son pouvoir est solidement établi à l'intérieur.

En abordant ce tournant décisif de l'histoire de l'Italie fasciste, le « Duce » a dû prendre une attitude dont tous les effets sont soigneusement calculés, dont chaque indication doit frapper l'esprit des masses. C'est ainsi seulement que l'on réussit à déterminer les élans puissants par lesquels une nation prend pleinement conscience des forces vives qui sont en elle et ose entreprendre de réaliser toutes ses aspirations.

Les idées coloniales ont pu se répandre aisément dans une classe ouvrière malheureuse, qui espère que son sort serait meilleur si l'Italie possédait des colonies, débouché pour sa

population surabondante, source de matières premières et de toutes sortes de produits.

Les attentats qui se multiplient, les récents remaniements ministériels (le nationaliste rallié Federzoni écarté du ministère de l'Intérieur), la vague de terreur qui a suivi le geste de Zamboni, les déclarations du Duce sur la nécessité de combattre « à l'intérieur du fascisme les ennemis du fascisme », tout cela prouve qu'il existe des germes de décomposition du régime.

Cette crise du fascisme donne à la politique extérieure de Mussolini un caractère de violence plus accentuée, en incitant le dictateur à des succès rapides au dehors.

Les préparatifs militaires des deux puissances

Des deux côtés de la frontière des Alpes, on déploie une activité militaire non équivoque. En France, on aménage des postes, des quais d'embarquement pour le matériel, etc., ou même établi des observatoires militaires, susceptibles d'être ravitaillés par avions. L'un de ces observatoires est situé sur le Mont-Blanc.

Les deux impérialistes ont perfectionné leur armement. Du côté français, les effectifs encasernés à proximité de la frontière sont relativement supérieurs à ceux d'avant-guerre, compte tenu de la réduction des effectifs totaux de l'armée résultant de la diminution du temps de service.

La course aux armements *maritimes* est plus symptomatique encore.

La flotte italienne est actuellement plus forte que la flotte française de la Méditerranée. Cela préoccupe l'impérialisme français, soucieux de maintenir intactes, en cas de conflit, ses communications maritimes avec l'Afrique.

M. de Kerguézec, président de la Commission de la Marine du Sénat, a publié dans *le Matin* un article dans lequel il compare la soi-disant décadence de la marine française à la croissance de la marine italienne, s'augmentant d'unités construites hors programme, menaçant les routes maritimes de mobilisation entre l'Afrique et la France. De Kerguézec citait un extrait de *l'Impero* ainsi conçu :

Où la France fera la guerre à l'Italie, elle sera alors dans l'impossibilité de faire appel à ses réserves coloniales et devra abandonner toutes ou presque toutes ses colonies, ou bien elle fera la guerre aux côtés de l'Italie et elle devra payer l'alliance italienne de la cession d'une grande partie de ses possessions africaines et asiatiques.

La réponse de Kerguézec ne se fit pas attendre; *il Messagero* déclara :

L'amiral Sirianni a dit que l'efficacité de notre flotte se maintiendra constante et marquera même une légère amélioration, jusqu'en 1927; à partir de ce moment la Marine « déclinera et la crise atteindra son maximum d'ici cinq ou six ans ». Cela, M. Mussolini étant ministre de la Marine, ne se produira pas et le pays fera les sacrifices nécessaires pour que la marine soit toujours en mesure de remplir son devoir formidable et vital.

Les alarmes tendancieuses de M. Kerguézec serviront seulement à provoquer entre l'Italie et la France une course aux armements navals qu'il eût été préférable d'éviter dans l'intérêt des deux pays.

Ainsi donc, les préparatifs militaires, terrestres et maritimes se poursuivent, en vue d'une guerre franco-italienne.

La réplique de l'impérialisme français

Nous avons dit que le gouvernement italien s'essaye d'isoler en Europe, par une habile politique, l'impérialisme français. Celui-ci s'efforce d'éviter l'isolement, et de conserver intacte sa domination coloniale et sa position dans la Méditerranée. On a vu plus haut que la diplomatie italienne avait remporté des succès appréciables et qu'en particulier les dictatures de Rome et de Madrid s'étaient rapprochées, avaient signé un traité menaçant pour l'impérialisme français.

Depuis plusieurs mois Briand cherchait à répondre, par une contre-attaque vigoureuse, aux manœuvres de la diplomatie italienne.

Mais la situation était peu favorable à l'impérialisme français: au point de vue de l'opinion étrangère, l'Italie n'avait pas de peine à se présenter comme une nation réclamant son « droit à la vie », demandant à l'impérialisme français, largement pourvu de colonies, mais sans émigration considérable, une part des territoires nécessaires à l'écoulement de la population surabondante d'Italie. L'aventure de la Ruhr, la brutalité de l'impérialisme français aux colonies étaient encore des éléments favorables au jeu du fascisme italien.

Briand trouva dans l'affaire Garibaldi, habilement exploitée, l'occasion si longtemps attendue.

Nous n'avons pas ici à rappeler le détail des faits, suffisamment connus. *Le Quotidien* publiait en grosses lettres les informations suivantes :

C'est Mussolini qui a fomenté le complot contre l'Espagne

Graves déclarations de M. Albert Sarraut au Conseil des ministres

POUR BROUILLER LA FRANCE AVEC L'ESPAGNE, MUSSOLINI AVAIT PRÉPARÉ SUR NOTRE SOL PAR L'INTERMÉDIAIRE DE RICCIOTTI GARIBALDI LE SOULÈVEMENT DE LA CATALOGNE !

M. Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères, a fait hier, au Conseil des ministres, un exposé complet sur les incidents provoqués par des fascistes italiens à Vintimille et en Tripolitaine.

Nous avons appris de source autorisée que le ministre des Affaires étrangères a dénoncé à ses collègues les excès commis par les bandes de M. Mussolini.

Les membres du gouvernement français ont unanimement approuvé les remontrances que M. Briand a adressées au gouvernement italien et qu'il a décidé de renouveler sous une forme plus pressante.

Mais une accusation plus grave encore a été portée par M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, qui a indiqué, à propos du complot catalan, que ce complot a été fomenté par le colonel Ricciotti Garibaldi, agissant pour le compte du gouvernement de M. Mussolini.

En s'efforçant de créer une agitation en Espagne, le fascisme italien avait pour but de faire retomber la responsabilité de ces événements sur la République française et de renouer ainsi l'entente hispano-italienne, relâchée depuis plusieurs mois.

(Notons que la dernière phrase de cette note officieuse est fautive, et qu'en réalité, l'entente hispano-italienne n'avait fait que se resserrer ces derniers temps.)

Le passage souligné montre clairement le but de la manœuvre du gouvernement français: *Il s'agissait de porter un coup à l'alliance italo-espagnole, de rendre la collaboration impossible entre Primo et Mussolini.* Briand a habilement joué la partie. *Le Quotidien* fut chargé de présenter l'affaire pour le grand public. Le gouvernement français publia une note démentant qu'il fût prouvé que Garibaldi était un agent du gouvernement italien. Mais *le Temps*, journal officieux, écrivait:

Les circonstances dans lesquelles vient d'être déjoué le complot que des conspirateurs espagnols et italiens ourdissaient contre la monarchie et contre le gouvernement du général Primo de Ribera en Espagne prouvent que le gouvernement français, conscient de toutes ses responsabilités, veille à ne tolérer aucune conspiration sur son territoire contre les gouvernements d'autres pays et qu'il

concilie en toute loyauté son devoir envers des puissances voisines amies avec le droit d'asile qu'il doit aux réfugiés politiques résidant chez nous lorsqu'ils sont respectueux des lois de la République.

« Conspirateurs espagnols et italiens », dit *le Temps*. Il reproduit donc sous une forme atténuée les informations du *Quotidien* et même attaque directement Mussolini en écrivant:

Le « Duce », c'est une justice à lui rendre, n'a pas peur des responsabilités, mais celles qu'il assume actuellement sont lourdes pour un seul homme, si grande que puisse être son énergie. Lorsque des autorités italiennes dépendant de tel ou tel ministère commettront des erreurs et des fautes pouvant donner lieu à de graves incidents intérieurs et extérieurs, on saura désormais, à n'en plus pouvoir douter, que la responsabilité du « Duce » est directement engagée. Cela pourra créer des situations difficiles.

Ainsi, nul doute: il faut voir dans l'affaire Garibaldi une manœuvre de politique extérieure, un épisode de la lutte de l'impérialisme italien et de l'impérialisme français, où celui-ci cherche à porter un coup à l'alliance italo-espagnole.

La mobilisation de l'opinion des deux côtés des Alpes

En Italie, c'est par l'idée de « *l'expansion nécessaire et justifiée* » que le fascisme entraîne les masses populaires dans les voies souhaitées par l'impérialisme italien.

En France, c'est en exploitant l'*anti-fascisme des masses* que le gouvernement les dresse contre l'Italie. Ce n'est pas par hasard que la presse de gauche a été choisie pour mener l'attaque. Cette presse était toute désignée pour le rôle qu'elle joue en ce moment. En critiquant du point de vue de la démocratie bourgeoise le fascisme italien, les journaux de gauche ont du même coup préparé leurs lecteurs à céder à *l'exaltation chauvine anti-italienne*. En acceptant de participer avec nous à des comités antifascistes, les politiciens de gauche ont travaillé dans le même sens.

La presse fasciste et profasciste, elle, a dû, lors de l'affaire Garibaldi, opérer une retraite précipitée. Après avoir vanté les résultats obtenus par les méthodes du fascisme italien, souhaité à maintes reprises leur application en France, elle se trouve évidemment dans une position difficile. *La Liberté*, *le Nouveau Siècle*, *l'Avenir* sont particulièrement embarrassés.

Les Jeunesses patriotes ont publié un manifeste dont voici les principaux passages.

Nous qui ne sommes pas des fascistes, mais de bons républicains, bons patriotes, qui nous réjouissons, en toute sincérité,

Le Parti tout entier doit y prendre part. Dès maintenant, chaque membre du Parti doit se créer des relations amicales avec des soldats. Chacun de nos adhérents doit correspondre avec un mobilisé. Ce travail individuel ne remplace pas, bien entendu, le travail de l'organisation: il le complète. Nos mots d'ordre doivent pénétrer par tous les moyens dans l'armée et la marine.

6° Accentuer notre travail colonial.

Notre politique aux colonies, tendant à rétrécir la base de notre impérialisme, doit être renforcée. En même temps, nous devons redoubler notre propagande en France, parmi les travailleurs coloniaux, et les organiser.

7° Protéger l'organisation du Parti.

Dès maintenant toutes mesures utiles doivent être prises pour protéger notre organisation. Chaque crise est l'occasion d'une répression. Présentement, et dans la mesure où se développera notre action contre les dangers de guerre et contre le fascisme italien et français, la répression deviendra plus menaçante. A nous, par nos précautions, de la rendre le moins coûteux possible. Déjà nous avons assisté à une offensive contre le Parti (poursuites). On va peut-être tenter de le mêler, bien qu'il y soit étranger, à l'affaire Garibaldi. La situation est sérieuse. Nous n'oublierons pas qu'un Parti communiste doit être capable de résister à la répression, et, au cas où on le déclarerait illégal, de continuer son action. On ne peut lutter contre la guerre sans organisation illégale.

8° Enfin, lutter en commun avec le Parti frère d'Italie.

Notre Parti frère résiste à la terreur fasciste. Son organisation illégale subsiste. Il constitue la seule force que n'ait pu abattre le fascisme. Seul, il est capable de conduire le prolétariat à la lutte contre la dictature de Mussolini et de ses bandes. Le Parti français travaillera en accord complet avec le Parti italien, et l'aidera par tous les moyens dont il dispose à renverser le régime fasciste.

Conclusions

On a pu, dans notre Parti, parler de la nécessité d'abattre d'abord Mussolini. Le but du Parti français est avant tout d'abattre la bourgeoisie française. Certains même ont envisagé une collaboration possible avec notre bourgeoisie contre le fas-

cisme italien. C'est, en somme, la théorie de la *guerre défensive* qui réapparaît ici sous des formes nouvelles.

Pour rien au monde, le Parti ne s'engagera dans la voie d'une collaboration avec la bourgeoisie française.

Lénine écrivait qu'un négrier, possesseur de deux cents esclaves, attaqué par un de ses pareils, possesseur d'une centaine d'esclaves, ne saurait invoquer l'idée de la « *défensive* », pour appeler les esclaves asservis par lui à voler à son secours.

Cette image s'applique fort bien au conflit franco-italien. Nous avons affaire à deux impérialismes également odieux, qu'on peut avec raison appeler « *négriers* ». Le prolétariat ne saurait prendre parti pour l'un ou l'autre : il doit prendre position contre l'un et l'autre.

Si demain les événements forçaient les prolétaires de France et d'Italie à prendre les armes, toute l'activité et toute la propagande des sections française et italienne de l'Internationale communiste serait dirigée vers ces buts : tourner les armes contre la bourgeoisie d'Italie; tourner les armes contre la bourgeoisie de France; réaliser sur le front la fraternisation des soldats italiens et français.

NOTE

Dans ce numéro des « Cahiers » il n'a pas été inséré d'articles relatifs à la discussion russe parce qu'un « Cahier » spécial, consacré à cette question, va paraître en même temps.

Le Parti tout entier doit y prendre part. Dès maintenant, chaque membre du Parti doit se créer des relations amicales avec des soldats. Chacun de nos adhérents doit correspondre avec un mobilisé. Ce travail individuel ne remplace pas, bien entendu, le travail de l'organisation: il le complète. Nos mots d'ordre doivent pénétrer par tous les moyens dans l'armée et la marine.

6° *Accentuer notre travail colonial.*

Notre politique aux colonies, tendant à rétrécir la base de notre impérialisme, doit être renforcée. En même temps, nous devons redoubler notre propagande en France, parmi les travailleurs coloniaux, et les organiser.

7° *Protéger l'organisation du Parti.*

Dès maintenant toutes mesures utiles doivent être prises pour protéger notre organisation. Chaque crise est l'occasion d'une répression. Présentement, et dans la mesure où se développera notre action contre les dangers de guerre et contre le fascisme italien et français, la répression deviendra plus menaçante. A nous, par nos précautions, de la rendre le moins coûteux possible. Déjà nous avons assisté à une offensive contre le Parti (poursuites). On va peut-être tenter de le mêler, bien qu'il y soit étranger, à l'affaire Garibaldi. La situation est sérieuse. Nous n'oublierons pas qu'un Parti communiste doit être capable de résister à la répression, et, au cas où on le déclarerait illégal, de continuer son action. On ne peut lutter contre la guerre sans organisation illégale.

8° *Enfin, lutter en commun avec le Parti frère d'Italie.*

Notre Parti frère résiste à la terreur fasciste. Son organisation illégale subsiste. Il constitue la seule force que n'ait pu abattre le fascisme. Seul, il est capable de conduire le prolétariat à la lutte contre la dictature de Mussolini et de ses bandes. Le Parti français travaillera en accord complet avec le Parti italien, et l'aidera par tous les moyens dont il dispose à renverser le régime fasciste.

Conclusions

On a pu, dans notre Parti, parler de la nécessité d'abattre d'abord Mussolini. Le but du Parti français est avant tout d'abattre la bourgeoisie française. Certains même ont envisagé une collaboration possible avec notre bourgeoisie contre le fas-

cisme italien. C'est, en somme, la théorie de la *guerre défensive* qui réapparaît ici sous des formes nouvelles.

Pour rien au monde, le Parti ne s'engagera dans la voie d'une collaboration avec la bourgeoisie française.

Lénine écrivait qu'un négrier, possesseur de deux cents esclaves, attaqué par un de ses pareils, possesseur d'une centaine d'esclaves, ne saurait invoquer l'idée de la « *défensive* », pour appeler les esclaves asservis par lui à voler à son secours.

Cette image s'applique fort bien au conflit franco-italien. Nous avons affaire à deux impérialismes également odieux, qu'on peut avec raison appeler « *négriers* ». Le prolétariat ne saurait prendre parti pour l'un ou l'autre : il doit prendre position contre l'un *et* l'autre.

Si demain les événements forçaient les prolétaires de France et d'Italie à prendre les armes, toute l'activité et toute la propagande des sections française et italienne de l'Internationale communiste serait dirigée vers ces buts : tourner les armes contre la bourgeoisie d'Italie; tourner les armes contre la bourgeoisie de France; réaliser sur le front la fraternisation des soldats italiens et français.

NOTE

Dans ce numéro des « Cahiers » il n'a pas été inséré d'articles relatifs à la discussion russe parce qu'un « Cahier » spécial, consacré à cette question, va paraître en même temps.

L'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. = et le rapprochement franco-allemand =



Les ennemis et les rivaux de l'Europe capitaliste

Les tentatives successives de groupement des forces impérialistes européennes contre la Russie soviétique et contre les mouvements d'émancipation des peuples coloniaux, ainsi que l'aide mutuelle que ne cessent de se prêter les capitalismes d'Europe contre leurs prolétariats respectifs, ont été toujours fortement soulignées par l'Internationale communiste et vigoureusement combattues par les forces ouvrières qu'elle entraîne sous son influence.

Cette solidarité croissante des impérialismes d'Europe contre les dangers communs qui minent les bases mêmes du régime, exploitateur d'ouvriers, de paysans et d'esclaves coloniaux, n'empêche nullement le développement en *valeur absolue* d'un grand nombre de rivalités et de contradictions à l'intérieur de l'Europe.

Mais chaque fois qu'un danger commun menace fortement et immédiatement les impérialismes européens, ces contradictions, tout en continuant souvent à se développer en valeur absolue, tendent à passer au second plan et à se subordonner aux nécessités de la lutte contre l'ennemi commun, qu'il s'agisse du bolchevik entraînant les masses russes à l'édification du socialisme, du mineur anglais à l'avant-garde de la lutte prolétarienne internationale contre l'abaissement du niveau de vie des masses, ou qu'il s'agisse enfin du Chinois dressé dans sa lutte pour l'indépendance contre l'exploitation féroce que les métropoles d'Europe par la force des canons, par l'intervention armée, visent à approfondir et à élargir.

De telles *tendances* des impérialismes européens à renforcer leur solidarité contre l'ennemi commun, à la faire passer au premier plan, à refouler au second plan les contradictions européennes continuent cependant à se développer en valeur absolue, de telles *tendances* croissent assez rapidement aussi contre l'impérialisme des Etats-Unis, le rival formidable avec lequel il n'est possible à l'Europe capitaliste de lutter qu'en coalisant ses forces.

Le rival formidable de l'Europe capitaliste

Lorsqu'on veut comprendre quelque chose aux grands processus qui se développent en Europe : trustification et rationalisation de la production, entrée de l'Allemagne dans la S. D. N., intégration

de l'Allemagne dans le système des nations impérialistes européennes, rapprochement franco-allemand, pour parler d'italo-britanniques, il est nécessaire d'examiner les faits à la lumière de toute la situation mondiale.

Ni le facteur grandiose que constitue le développement de la révolution russe vers le socialisme et vers l'union des forces révolutionnaires du globe; ni le facteur grandiose que constitue le développement formidable de la puissance des Etats-Unis, ne doivent être oubliés.

Washington, pôle d'attraction des forces capitalistes, mais aussi rival géant de l'Europe impérialiste et Moscou, pôle d'attraction des forces ouvrières, paysannes et coloniales de plus en plus révolutionnées, non seulement ne doivent pas être oubliées, mais doivent se dresser en pleine lumière devant nos regards quand nous voulons nous y reconnaître dans le développement complexe des événements européens.

Il serait superflu, devant les militants actifs de l'Internationale communiste, de souligner l'importance et le rôle de Moscou, parce qu'il s'agit de choses bien connues d'eux.

Mais il est absolument nécessaire de bien marquer l'importance des Etats-Unis comme facteur du développement de la situation européenne et mondiale, parce que ce facteur souvent mal connu n'est pas toujours apprécié à sa juste valeur.

Les Etats-Unis représentent une force de production formidable et qui va sans cesse croissant. Son agriculture produit annuellement pour 8 milliards de dollars de céréales, de coton, de pommes de terre. Sur 23 millions d'automobiles existant dans le monde entier, près de 20 millions sont aux Etats-Unis et ont été fabriquées dans les usines américaines. En 1925, sur 4.800.000 automobiles fabriquées dans le monde entier, plus de 4.100.000 l'ont été par les Etats-Unis. En 1923, les Etats-Unis ont produit 31 millions de tonnes de fonte et 600 millions de tonnes de combustibles. Leur territoire recèle la moitié du charbon connu dans le globe. Ils produisent les trois cinquièmes du fer et de l'acier, les deux tiers du cuivre et 60 p. 100 du coton du monde entier.

Cette formidable production est principalement absorbée par le marché intérieur. Les Etats-Unis consomment leur fer et leur cuivre, une grande partie de leur coton et de leur production en céréales. Ils consomment en outre les trois quarts de la production mondiale du caoutchouc, le tiers de la production mondiale du pétrole, les cinq septièmes de la production mondiale de la soie naturelle, une quantité énorme de soie artificielle et 5 millions de tonnes de sucre. En 1925, sur 3.640.000 automobiles de tourisme produites aux Etats-Unis, 321.000 seulement ont été exportées et plus de 3.200.000 ont été vendues à l'intérieur. Depuis quelques décades, la capacité intérieure de consommation a doublé tous les dix ans aux Etats-Unis. Les 100 millions d'Américains consomment autant que 500 millions d'hommes vivant selon le standard de vie européen.

Pour développer la capacité d'absorption du marché intérieur

à l'allure du développement de la production, tous les moyens ont été mis en œuvre. C'est le régime des hauts salaires fonctionnant à l'abri du tarif protecteur, c'est le développement inouï des crédits, à long terme à la consommation, c'est la réduction constante des impôts qui, s'élevant en 1920 à 5 milliards de dollars ont été en trois fois baissés de 1.590.000.000; c'est la réduction constante de la dette publique intérieure abaissée de 26 milliards en 1919 à 19 milliards et demi en 1926, allégeant ainsi les annuités budgétaires. L'impôt sur le revenu ne frappe qu'à partir d'un revenu annuel de 3.500 dollars. Récemment, une loi vient d'obliger les sociétés par actions à distribuer une partie importante de leurs réserves à leurs actionnaires, accroissant ainsi leur puissance consummatrice. L'extension du crédit agricole est envisagée et a reçu un commencement d'exécution. Les Etats-Unis dépensent annuellement 100 millions de dollars pour, malgré la fraude, maintenir partiellement le « régime sec », c'est-à-dire pour forcer leurs habitants à consommer, non l'alcool, le vin et la bière importés d'Europe, mais les produits de l'industrie américaine.

Tel est le vaste système de moyens par lequel les Etats-Unis développent leur marché intérieur et le contraignent à absorber *d'abord* les produits nationaux. Tout ce système repose sur un régime protectionniste sévère, sur la récupération des dettes de guerre contractées par l'Europe, sur l'exportation massive des capitaux rapportant de fructueux dividendes; en un mot sur l'exploitation la plus formidable du reste du monde, exploitation dont le poids est principalement supporté en définitive par les masses travailleuses du globe.

Europe et Amérique

Mais de grands changements sont en train de se produire entre l'Europe et les Etats-Unis.

Jusqu'ici le marché intérieur des Etats-Unis absorbait la plus grande partie de la production nationale, et l'exportation, quoique très importante en valeur absolue, ne jouait qu'un rôle secondaire dans l'économie américaine. Elle servait de volant pour l'écoulement de la production nationale.

Aujourd'hui, quand tout a été mis en œuvre pour développer la capacité de consommation nationale, il est évident que le marché intérieur approche de son point de saturation.

Alors, l'exportation cessera de jouer ce rôle *secondaire* de volant pour l'écoulement du surplus de la production nationale. Ou bien le système américain de production s'écroulera faute de débouchés, ou bien l'industrie formidable des Etats-Unis sera contrainte de jeter sur le marché extérieur en masses grandioses ses produits fabriqués en très grande série et à bon marché.

Ne considérons qu'un aspect partiel et, par cela même plus démonstratif, du problème. Il existe aux Etats-Unis, en moyenne, une automobile pour 5 habitants. Un grand nombre d'ouvriers pos-

sèdent une voiture. Presque chaque famille a la sienne. Les usines qui se construisent prévoient les garages pour les automobiles de leurs ouvriers. Il faudra bientôt pour l'industrie automobile, ou jeter sur le marché extérieur chaque année 2 ou 3 millions d'automobiles, ou bien périr. Et le krach de l'industrie automobile amènerait le krach de toute l'économie américaine. Il en est, à des degrés divers, de même pour toutes les autres industries. La grande sidérurgie n'a pu continuer à se maintenir à son niveau de production que par les commandes des grandes compagnies de chemin de fer anticipant de plusieurs années sur leurs besoins.

C'est le développement d'une concurrence inouïe qui s'annonce entre les Etats-Unis d'une part et les grands pays industriels de la vieille Europe d'autre part. Déjà les deux groupes sont partout aux prises et ce partout comprend aussi la Chine et l'Amérique du Sud. L'Europe, de son côté, n'a cessé de développer dans l'ensemble sa production d'après-guerre. Ses exportations, à travers des oscillations, croissent. Le commerce mondial a atteint cette année le niveau de 1913. Mais les Etats-Unis exportent plus et l'Europe moins qu'en 1913. Les exportations anglaises sont parvenues aux trois quarts de celles d'avant-guerre, celles de l'Allemagne à la moitié et celles de la France n'ont dépassé le niveau d'avant-guerre que grâce à l'inflation.

Un autre changement consiste dans le fait que, en 1926, pour la première fois depuis bien avant la guerre, la balance commerciale des Etats-Unis est devenue passive. Pendant la guerre, l'excédent des exportations sur les importations était annuellement de 4 milliards de dollars; pendant l'après-guerre, cet excédent a été réduit à une moyenne de 5 à 6 millions de dollars. Cette année, la situation est renversée, et pour les cinq premiers mois de 1926 la balance commerciale des Etats-Unis est en déficit de 100 millions de dollars. D'ailleurs, la balance commerciale des Etats-Unis est et restera d'une très grande fragilité. Les Etats-Unis n'ont pas le monopole de tout. Ils dépendent de l'étranger pour la soie, la laine, le sucre, le caoutchouc, les fourrures, le diamant, le jute, l'étain, le fer-blanc. La moindre variation des prix sur ces produits réagit violemment sur la balance commerciale des Etats-Unis. A la fin de l'année 1925, l'augmentation du caoutchouc produit par les Anglais et consommé par les Américains, a pesé formidablement sur la balance commerciale des Etats-Unis en augmentant la valeur des importations de 1 milliard de dollars.

Dans la lutte gigantesque et qui ne fait que commencer entre l'impérialisme neuf des Etats-Unis et les vieux impérialismes d'Europe, ceux-ci, grâce aux produits qu'ils contrôlent et dont les Etats-Unis sont les principaux tributaires, pourront à de certains moments se livrer à de formidables offensives contre la balance commerciale de la République nord-américaine.

La passivité actuelle de cette balance et sa fragilité permanente obligent déjà maintenant et obligeront à des degrés divers les Etats-Unis à réduire leurs exportations de capitaux en Europe. Les Etats-

Unis feront payer plus cher à l'Europe leurs capitaux exportables devenus plus rares. Il ne s'agit pas seulement du taux de l'intérêt. Ils tenteront de les faire payer au prix de concessions économiques et politiques de plus en plus importantes. L'an dernier, la finance de Wall Street, qui avait promis 150 millions de dollars pour la stabilisation du franc belge, n'en a prêté que 100 millions, et a exigé du gouvernement belge la cession des chemins de fer, la réduction des dépenses militaires et l'abandon d'une partie importante du portefeuille colonial. De plus en plus, les capitalistes européens résisteront à de telles prétentions. Quand ils ne peuvent faire autrement, les capitalistes d'Europe se soumettent, mais dès qu'ils le peuvent, ils préfèrent exploiter leurs prolétaires et leurs colonies pour leur propre compte et partager le moins possible avec la finance américaine.

Une autre conséquence de cette moindre exportation des capitaux américains en Europe commence déjà à se faire sentir. Dans la période précédente d'invasion tout à fait massive des capitaux américains dans l'économie du vieux continent, ces capitaux ont peu cherché et encore moins réussi à acquérir le contrôle et la direction des grandes entreprises industrielles. Toute cette masse de capitaux qui ne trouvaient pas leur emploi lucratif aux Etats-Unis étaient pressés de trouver en Europe des dividendes de 8, 10, 12, 15 p. 100, au lieu de 1 à 2 p. 100 dans la République nord-américaine. Le temps manquait pour les manœuvres de noyautage de la direction des grandes sociétés par actions. On peut citer des exceptions, comme par exemple la mainmise du groupe américain Harrimann sur le zinc polonais. Mais ce fut l'exception et non la règle. Les investissements de capitaux américains furent réalisés par des emprunts aux Etats, aux communes, aux villes d'Europe, par l'acquisition d'obligations et d'actions simples émises par les banques et les trusts du vieux continent. Les actions privilégiées qui disposent de 25, 50, 100 voix dans les assemblées générales restèrent aux mains des capitalistes nationaux d'Europe et ce sont elles qui assurent la direction et le contrôle des affaires. Les capitaux importés, lorsqu'ils n'étaient pas rattachés fortement à des groupes financiers américains ayant leur centre de gravité à l'intérieur de l'économie des Etats-Unis, épousaient souvent les intérêts des affaires européennes, même dans la concurrence contre les Etats-Unis et subissaient ainsi une espèce de dénationalisation et de naturalisation au bénéfice du pays où ils avaient été exportés.

Ces phénomènes sont typiques pour l'Allemagne et l'Italie où les Etats-Unis ont le plus exporté de capitaux. En Allemagne, les Etats-Unis ont investi environ 1 milliard de dollars. Les trois quarts des capitaux investis dans le trust allemand de l'acier sont américains et cependant ils ne contrôlent pas, ils ne dirigent pas. Et lorsque en fin juillet, les Etats-Unis commencèrent à éprouver une inquiétude sérieuse devant l'orientation précise du trust allemand de l'acier prêt à réaliser le pacte européen du fer, au moins avec la France, la Belgique et le Luxembourg, ils se trouvèrent surpris

et désarmés. A la hâte, les trusts les plus réputés des Etats-Unis s'entendirent pour envoyer en Europe des sommes d'un montant sensationnellement élevé; un véritable *raid économique* fut organisé vers les Bourses allemandes dans le but d'acheter à n'importe quel prix le plus grand nombre possible d'actions des grandes entreprises sidérurgiques. Surpris, les impérialistes des Etats-Unis essayaient par une opération audacieuse et improvisée, d'acquérir une part de contrôle dans les grands trusts allemands, afin de pouvoir influencer ultérieurement sur leur orientation. L'opération n'a eu qu'un résultat tout à fait limité.

Les Etats-Unis, obligés de renoncer à une invasion aussi massive qu'auparavant de leurs capitaux, visent déjà et viseront de plus en plus par une utilisation mieux réglée de capitaux exportables moindres, à conquérir systématiquement le contrôle et la direction des industries qui sont la clé de la production actuelle et qui sont appelées à devenir la clé de la production dans l'avenir. Les manœuvres des groupes financiers américains pour se rendre maîtres du contrôle de l'énergie électrique en Italie, sont à ce point de vue tout à fait caractéristiques.

Mais les capitalistes européens sont alertés. Ils résisteront de plus en plus aux tentatives des Américains d'établir leur contrôle sur leurs entreprises. De même que l'Etat prolétarien, dans l'intérêt des masses travailleuses de l'Union soviétique accepte le concours des capitaux étrangers mais leur refuse le contrôle de l'économie soviétique, de même les capitalistes européens, dans l'intérêt de leur classe et pour partager le moins possible les profits avec le rival américain, ont accepté, acceptent et accepteront le concours du capital américain, tout en lui refusant par une lutte acharnée le contrôle et la direction des entreprises du vieux continent.

Enfin, les Etats-Unis ont imposé à de nombreux pays débiteurs le règlement des dettes de guerre, par exemple à l'Angleterre, à l'Italie, à la Belgique. Ils réclament impérieusement le règlement de ces dettes aux pays qui n'ont pas encore voulu se soumettre à leurs conditions comme par exemple la France. Il est aujourd'hui évident pour tous, en Europe comme aux Etats-Unis, que le paiement par les débiteurs d'Europe d'annuités de 1 milliard de dollars pour les dettes d'Etat et les dettes privées, est une impossibilité; les Etats-Unis visent à épuiser le crédit de l'Europe, à exercer ainsi de puissantes pressions économiques, politiques et diplomatiques à leur profit et à mettre la main sur de vastes territoires coloniaux en échange d'une annulation partielle des dettes. Les visées des Etats-Unis sur la Chine, sur le Canada, sur les Antilles, sur l'Indochine, ne sont un secret pour personne. Malgré les courants qui se dessinent et qui grandissent aux Etats-Unis en faveur des dettes de guerre, *il est évident que pendant des années, les nations capitalistes d'occident, même si elles obtiennent des réductions de leurs dettes, seront courbées, à des degrés inégaux c'est vrai, sous le régime du tribut, et qu'elles ne pourraient s'en libérer pacifiquement avant*

72 ans, c'est-à-dire avant la fin du siècle, qu'en abandonnant leurs colonies à leur formidable rival et créancier d'outre-Atlantique.

Ces visées de l'impérialisme américain rencontrent et rencontreront une résistance croissante de la part des impérialistes européens quels que soient les antagonismes qui se développent entre ces derniers.

Ainsi, les rapports entre l'Europe et l'Amérique évoluent dans le sens d'une aggravation inouïe de la concurrence, d'une résistance croissante selon des possibilités accrues des impérialismes européens au contrôle politique et économique des Etats-Unis, au paiement des dettes de guerre aux Etats-Unis et à la confiscation des colonies et de la Chine par les Etats-Unis.

Albert Treint.

(A suivre.)



==== Pourquoi luttons-nous ====

contre la rationalisation capitaliste ?



Parmi les tentatives de la bourgeoisie pour surmonter la crise d'après-guerre, nous voyons se dessiner nettement la politique de la *rationalisation*. En quoi consiste cette rationalisation ?

Les porte-parole de la bourgeoisie nous le représentent comme l'organisation rationnelle (ratio=raison), scientifique, de la production. Pouvons-nous, nous marxistes, qui luttons contre l'anarchie de la production, nous dresser contre l'organisation de la production ? Voyons ce qu'est cette *organisation de la production* telle que la poursuit la classe capitaliste, voyons si elle a quelque chose de commun avec l'organisation de la production telle que la revendique le prolétariat.

Par *organisation de la production*, nous entendons organisation de la production pour la satisfaction des besoins, et d'après un plan établi pour l'ensemble de l'économie, tel que c'est le cas pour le Plan d'Etat, dans l'Union soviétique.

Mais la bourgeoisie ? Nous savons qu'en régime capitaliste, il en va tout autrement : les capitalistes produisent indépendamment les uns des autres et chacun cherche à battre son concurrent, pour écouler le plus de marchandises et gagner plus d'argent, car la production capitaliste se poursuit non en vue de la satisfaction des besoins, mais pour la *production du profit*. Pour le capitaliste donc, *rationaliser* c'est organiser la production du profit, que ce soit dans le cadre de l'usine ou du trust.

Nous voyons ainsi que les deux conceptions de *l'organisation de la production*, la nôtre et celle de la bourgeoisie, *sont absolument incompatibles*.

On dira : s'il ne s'agit que de la production de profit, ce n'est point là chose nouvelle, puisqu'elle est aussi vieille que le capitalisme lui-même, et pourquoi venir nous parler de rationalisation ?

C'est que des transformations profondes ont bouleversé la structure même du capitalisme qui n'est plus capable d'assurer son profit de la même façon que dans sa période ascendante.

Avant donc d'étudier dans le détail en quoi consiste cette rationalisation capitaliste d'avant-guerre, il nous faut nous arrêter un moment à ces transformations.

Les transformations dans la structure du capitalisme

La guerre mondiale qui fut l'expression la plus brutale des antagonismes entre les capitalistes des différents pays pour la conquête de nouveaux marchés, eut pour effet immédiat d'enfler d'une façon démesurée les principales branches de l'industrie, et surtout l'industrie métallurgique. La bourgeoisie se trouva au lendemain de la guerre en possession d'un appareil de production trop large pour le marché qui s'offrait à elle, et vit en outre se restreindre ce marché lui-même. Les marchés coloniaux et semi-coloniaux qui constituaient avant la guerre la source la plus riche de débouchés, vont se rétrécissant. D'une part, l'industrie que le capitalisme des métropoles y a créée satisfait actuellement à ses propres besoins; d'autre part, cette industrie se dresse actuellement en concurrente de l'industrie des métropoles. (L'ouvrier anglais que l'on citait autrefois comme le type de l'ouvrier privilégié parce qu'il vivait « sur le dos » de dix ouvriers coloniaux, nous le retrouvons aujourd'hui soit réduit au chômage, soit travaillant à des conditions inférieures, parce qu'il a été « remplacé » par ces dix ouvriers coloniaux.) En outre, s'est organisé dans ces colonies et semi-colonies un prolétariat capable d'entraîner de puissants mouvements nationaux contre les impérialistes, et la formidable lutte qui se joue dans l'Inde et en Chine n'en n'est qu'un épisode.

Ces difficultés pour le capitalisme n'apparurent pas avec toute leur acuité tout de suite au lendemain de la guerre, car l'industrie fut alimentée pendant plusieurs années par la réparation des ruines amoncelées pendant cinq ans de carnage et de destruction. Plus tard ces difficultés se trouvèrent atténuées dans certains pays comme l'Allemagne, ou le sont actuellement en France, grâce à l'inflation. L'inflation donne à l'industrie un essor artificiel et momentané, grâce aux marchés que l'industrie conquiert pour un temps, et à la *fièvre d'achat* qu'elle crée sur le marché intérieur. Mais dès que la bourgeoisie y coupe court et « stabilise », elle augmente les difficultés : l'appareil de production est plus enflé encore; une partie des marchés extérieurs lui échappe; quant au marché intérieur il se trouve restreint par suite de l'appauvrissement des classes moyennes et du prolétariat qui constituent la masse consommatrice par excellence. Dans de telles conditions économiques, le profit de la bourgeoisie court de grands dangers. Si elle faisait actuellement fonctionner à plein rendement l'appareil de production dont elle dispose, sans doute tous les besoins des masses laborieuses pourraient être satisfaits, mais les prix tomberaient si bas que cela ne ferait pas du tout son affaire ! C'est alors que pour maintenir et même augmenter son profit, la bourgeoisie passe à la politique de la *rationalisation*.

Siemens, directeur d'un des plus puissants Konzern d'électricité, le *Siemens-Elektro-Konzern*, définit la rationalisation comme suit :

Toute méthode qui permet d'atteindre le même rendement ou un rendement supérieur, avec moins d'ouvriers.

Comment la bourgeoisie rationalise

Voyons comment la rationalisation se poursuit en Allemagne où, de tous les pays d'Europe, le capitalisme l'a appliquée jusqu'ici avec le plus de succès. La politique de la rationalisation est caractérisée actuellement en Allemagne par une forte concentration des capitaux et la constitution de trusts immenses par industries, dans les branches les plus importantes de l'économie.

Dans les conditions actuelles du marché, deux dangers menacent le profit capitaliste : la baisse des prix en raison de la « surabondance » des marchandises, et en raison de la concurrence entre les capitalistes. Les trusts se constituent donc pour parer à ces dangers. D'une part, ils restreignent la production; d'autre part, ils maintiennent les prix élevés. Mais si la fixation des prix atténue dans une certaine mesure la concurrence entre les capitalistes d'un même trust, elle la renforce entre les différents trusts, de sorte que la concurrence loin d'être atténuée, se poursuit sur une plus haute échelle. Quant à la restriction de la production, elle se poursuit, non seulement par la fermeture d'une partie des usines — celles qui produisent le moins de profit — mais même à leur destruction.

Pour adapter la production à la faible puissance d'absorption du marché, la bourgeoisie n'hésite pas à passer à la destruction en masse des moyens de production, au moment même où les masses laborieuses sombrent dans la plus grande misère, et les accule à la famine. Dans les branches les plus importantes de la production : métallurgie, mines, industrie chimique, des usines entières sont abandonnées, des puits sont ensevelis (1) et cela évidemment sans le moindre dommage pour les actionnaires qui continuent à recevoir leurs dividendes sur les bénéfices réalisés par l'ensemble du trust.

Mais pour maintenir et même augmenter leurs profits, devant une production restreinte les capitalistes cherchent par tous les moyens à *abaisser le coût de la production*. Ils y parviennent par une réorganisation de la production au sein de l'usine : amélioration de l'appareil technique, meilleure division du travail entre les différentes usines du trust, restriction des différents types de production, mais surtout et avant tout *par une exploitation accrue de la force de travail*, puisque du matériel que le capital emploie, c'est le matériel humain qu'il emploie le plus (2). En outre, devant la pénurie actuelle des capitaux, les améliorations techniques qui exigent de grandes disponibilités ne jouent qu'un rôle de second plan, et cette augmentation du profit capitaliste se réalise surtout par l'intensification de l'exploitation du prolétariat. Aussi, le capitalisme, outre l'in-

(1) Cela n'est plus exact pour les mines, depuis la grève anglaise, car elles travaillent maintenant à plein rendement, les barons allemands du charbon cherchant à conquérir les marchés charbonniers de l'Angleterre.

(2) « La machinerie, en augmentant le matériel que le capital emploie surtout, augmente en même temps le degré d'exploitation » (MARX).

tensification de l'effort exigé de l'ouvrier, et qui résulte de l'accélération des machines, passe à l'application de systèmes raffinés de salaires et à l'emploi de machines qui lui permettent d'établir de la façon la plus précise la tension maximum des forces humaines, — sans se préoccuper des ravages qu'il exerce sur la santé et la vie des ouvriers.

Les chiffres ci-dessous illustrent les résultats que tire le capitalisme de ces méthodes d'exploitation du prolétariat. Dans l'espace des 9 derniers mois, dans l'industrie allemande de la potasse, 153 usines sur 234 ont été fermées, réduisant au chômage 20.000 ouvriers, abaissant de 25 p. 100 le salaire des autres ouvriers, *sans diminuer la production*. L'industrie de l'acier qui est capable à plein rendement de produire 18 millions de tonnes, n'en produit actuellement que 12. Et la Fédération des aciéries a décidé de réduire encore de 20 p. 100 la production pour novembre. Le *Montantrust* (trust du minerai de fer et de charbon) a réduit à 60 p. 100 le nombre des ouvriers qu'il emploie, et, — d'après ses propres indications — économisé 30 millions de marks par la constitution même du trust; il estime en outre à 20 millions de marks, le gain résultant de la rationalisation de la production, depuis le 1^{er} janvier 1926. La construction des machines travaille à 50 p. 100, celle des locomotives à 25 p. 100, l'industrie lourde à 70 p. 100.

Nous voyons donc dès maintenant que la *rationalisation capitaliste*, loin d'écartier l'anarchie de la production, la poursuit sur une plus grande échelle. Non seulement elle détruit des produits en masse, mais ce sont les moyens de production elle-même qu'elle anéantit, et par là poursuit la production à un degré inférieur. Elle organise non la production, mais la destruction; et non seulement la destruction des moyens de production, mais la destruction systématique des producteurs eux-mêmes.

Les méthodes de l'exploitation renforcée du prolétariat

Au premier plan de ces méthodes, nous trouvons le *taylorisme*. Taylor considère l'homme comme une simple source d'énergie. L'homme n'est pour lui qu'une bête de qualité supérieure dont on peut le mieux *automatiser* les mouvements. Le système Taylor consiste dans la décomposition des gestes de l'ouvrier en leurs plus simples éléments. La durée de chacun de ces gestes est notée avec la plus extrême précision, à l'aide d'un chronomètre enregistreur (en allemand : *stoppuhr*). Sur la base d'observations faites sur différents ouvriers à tour de rôle, à différentes heures de la journée, à différents jours de la semaine, et aussi par la composition « d'équipes de choix », Taylor établit la tension maximum de la force humaine de travail, et calcule les salaires sur ces données maximum. Peu lui importe l'intensité de l'effort que doit fournir l'ouvrier; peu lui importe s'il est possible d'alléger l'effort de l'ouvrier : seul le *résultat* compte. Taylor ne tient nullement compte

de la destruction de force humaine qui résulte de l'emploi de son système. Il use l'homme en peu de mois. Que lui importe ! Il s'agit avant tout — comme il le dit lui-même — « *d'exprimer en temps et en argent tout le procès de la production* ». Pour lui, *le temps c'est de l'argent*, et *gagner du temps* c'est pressurer un peu plus les forces de l'ouvrier. On peut dire que le système Taylor est l'expression la plus perfectionnée du principe d'exploitation capitaliste : l'ouvrier vit pour produire du profit.

Sans doute, le taylorisme se prononce aussi pour l'installation de machines perfectionnées, mais il met cette partie de son système tout à l'arrière-plan (1).

Lénine, déjà avant la guerre, avait reconnu ce caractère du système Taylor. Il écrivait dans la *Pravda* alors illégale :

En quoi consiste donc ce « système scientifique » ? Il tend à soustraire de l'ouvrier un rendement triple dans le cours même d'une journée de travail. D'abord, on fait travailler l'ouvrier le plus fort et le plus habile; ensuite, à l'aide d'une montre qui indique les minutes, les secondes et les fractions de secondes, on mesure le temps exigé par chaque mouvement, par chaque opération; à l'aide de ces données, on établit les méthodes de travail les moins coûteuses et les plus productives; puis on filme le travail des meilleurs ouvriers, etc...

Et le résultat ? Au cours des mêmes neuf ou dix heures, on suce à l'esclave salarié son sang jusqu'à la dernière goutte; trois fois plus rapidement, on épuise son énergie nerveuse et musculaire, jusqu'à

(1) Dans le n° 58 des *Cahiers*, le camarade Fontenay, après avoir indiqué d'une façon juste la position du Parti communiste devant toute tentative de « réorganisation économique » de la bourgeoisie, nous présente le taylorisme, comme la « *méthode de production de l'avenir* ». C'est là une conception tout à fait erronée.

Sous le régime de la production socialiste, sans doute on utilisera certaines expériences de la production capitaliste, mais en aucun cas on ne peut dire que le système Taylor constitue la *méthode de production de l'avenir*, parce que à la base de ce système il y a l'exploitation la plus raffinée des forces humaines.

Dans ses *Principes*, Taylor prend comme exemple le déchargeur de minerai de fer, « l'homme-taureau » et prétend élever le rendement de travail de l'ouvrier moyen au niveau de celui de « l'homme-taureau » :

Le déchargeur de minerai de fer n'est rien d'autre qu'un homme qui, physiquement et intellectuellement, se rapproche le plus du taureau.

Taylor écrit ailleurs :

On pourrait entraîner un gorille intelligent, en sorte à faire de lui un char-geur aussi capable et aussi habile qu'un homme quelconque.

Quoi d'étonnant que, dans ces conditions, on voie en Amérique des ouvriers absorber des préparatifs d'arsenic, pour que grâce à l'accélération du fonctionnement du cœur, ils puissent accomplir une plus grande tâche. Et c'est ce que vous nous proposez pour l'avenir ?

Sous le régime de la production socialiste, on ne détruit pas physiquement et intellectuellement des ouvriers, en les employant au déchargement du minerai, car ce sont des machines qui accomplissent ce travail. Tout perfectionnement technique est mis au service des travailleurs et tend à rendre leur vie plus facile et plus heureuse. Dans la société socialiste, l'ouvrier ne vit pas pour produire, mais produit pour vivre.

la dernière parcelle. Il meurt plus tôt; ... bien des autres attendent aux portes de l'usine !

Dans la société capitaliste, tout le progrès de la technique et de la science n'est que l'art de soutirer plus de sueur à l'ouvrier ! (1)

Quant au *fordisme* qui a soi-disant apporté le paradis aux ouvriers américains, il est basé sur le taylorisme, mais il attache plus d'importance à l'introduction et au perfectionnement de la machine. C'est à lui qu'appartient l'introduction généralisée du travail « à la chaîne », par l'installation d'un *convoyeur*, ou *chemin roulant*, ou *table mobile* qui transporte la pièce d'un ouvrier à un autre, pendant tout le procès de la construction. En outre, tandis que Taylor intensifie le degré d'exploitation de la force de travail, à l'aide de l'étude des mouvements de l'ouvrier et de leur accélération; à l'aide d'un système compliqué de salaires qui comprend travail à la tâche dans un temps donné, primes, amendes, etc..., Ford y parvient par l'installation de ces constructions mécaniques qui obligent l'ouvrier à s'adapter absolument à la machine et à sa vitesse.

Mais pour Ford comme pour Taylor, le modèle de l'ouvrier est « celui qui ne fait partie d'aucune organisation ouvrière et se tient à l'écart des autres ouvriers ». Un ingénieur fordiste propose même la constitution d'équipes par nationalités, afin de stimuler l'émulation, ou quand cela n'est pas possible « on peut répartir les ouvriers en équipes d'ouvriers mariés et d'ouvriers célibataires, en équipes d'ouvriers de l'Est, etc... » Ford, comme Taylor, est contre les syndicats qui « incitent les ouvriers à la paresse » et contre toutes les formes du mouvement ouvrier.

L'ouvrier qui au bout de deux ou trois ans de ce régime devient incapable de tout travail, a sans doute la consolation d'avoir gagné pendant cette période de sa vie, un bon salaire, et peut-être même une auto par-dessus le marché, mais cela ne lui rend ni les forces ni la santé.

C'est ainsi que se présente le fordisme, dans un pays où le capitalisme est encore dans sa période ascendante, et jouit en outre de sa situation de vampire du prolétariat européen.

Le système de salaires vient couronner ces méthodes perfectionnées d'exploitation. Pour obliger les ouvriers à produire plus, également là où l'installation technique n'y suffit pas elle-même, le capitalisme a mieux que le fouet qui faisait travailler l'esclave, mieux que les tortures qui menaçaient les « ouvriers libres » du capitalisme naissant, mieux même que la simple surveillance du contremaître détesté des ouvriers : il a le *salaire à la tâche*, avec tous ses raffinements, tant de pièces à l'heure, prime à la surproduction, amendes à la sous-production, salaire par équipes, primes aux chefs d'équipes, etc... Au début, afin de pouvoir établir la « norme »,

(1) Retraduit de l'allemand, d'après la *Rote Fahne* du 29 août 1926.

on ne lésine pas. (Est-ce qu'on lésine sur le grain de farine qui attirera la souris ?) Mais une fois établie la quantité de pièces que l'ouvrier peut faire à l'heure, le capitaliste ne tarde pas à diminuer le salaire, et même à infliger des amendes quand la quantité de pièces n'est pas atteinte !

La rationalisation dans la pratique

Écoutons maintenant des ouvriers allemands dépeindre les effets de la rationalisation à l'usine.

D'une fabrique de machines à écrire, machines à coudre, bicyclettes, on nous raconte : Dans chaque atelier qu'on voulait *rationaliser*, on envoya deux ingénieurs. Ceux-ci pendant quinze jours, munis du chronomètre enregistreur, observèrent le travail des ouvriers les uns après les autres. Ils se postent près de l'ouvrier, pendant un certain temps, et inscrivent le temps qui n'est pas employé directement à la production. Si un ouvrier quitte sa place pour aller chercher un outil, pour prendre un verre d'eau, pour satisfaire un besoin, pour faire signer une fiche de travail, s'il cause à son voisin, s'il se mouche, tout cela est noté par l'appareil en question. De sorte qu'ils ont établi que les ouvriers n'utilisaient pas en entier les dix minutes d'interruption par heure dont ils disposaient autrefois, et celles-ci ont été réduites à trois minutes. Et cela est arrivé parce que les ouvriers, de crainte d'être renvoyés restaient des heures entières sans quitter leur place, même pour changer d'outils. Et maintenant, les salaires ont été réduits. Au bout de quinze jours, la direction de l'usine a fermé quatre ateliers et congédié 1.300 ouvriers.

D'une usine de machines électriques : Au cours de la dernière année, un tiers des ouvriers a été renvoyé. Certains ateliers à Berlin, sont abandonnés, et à leur place on érige dans la banlieue une usine « modèle ». On a profité de ce déménagement pour faire un tri parmi les ouvriers, aggraver le règlement, et... abaisser les salaires. Quand les ouvrières ont été placées le premier jour devant le convoyeur, plusieurs d'entre elles se sont mises à pleurer, car elles ne pouvaient travailler à la vitesse voulue. Des ouvriers qui ont trente années et plus, de présence à l'usine, ont été renvoyés du jour au lendemain, sans indemnité, parce que leurs forces ne leur permettraient pas ce genre de travail. Toutes les deux heures le convoyeur s'arrête pendant quinze minutes : c'est seulement à ce moment-là qu'on peut échanger un mot avec le voisin, satisfaire un besoin, et encore... puisque tous les ouvriers y vont en même temps, il faut attendre, et en tout cas s'arranger pour être devant le convoyeur quand il se remet en marche.

D'une autre usine (petits moteurs) : Chez nous, on n'a pas encore installé le convoyeur, mais nous sommes payés à *la tâche à l'heure*. Quand il n'y a pas assez de travail, nous devons attendre, mais le temps d'attente ne nous est pas payé. Si on arrive à fournir

plus de pièces à l'heure que cela a été établi, le salaire horaire est abaissé. Le temps qui vous est accordé pour lire le dessin (trois minutes) ou pour changer d'outil, ou pour se rendre au magasin d'outillage, est insuffisant, et il faut le prendre sur son propre temps, c'est-à-dire qu'il ne vous est pas payé. Les semaines où il n'y a presque pas de travail, des collègues ont reçu un salaire inférieur à l'allocation de chômage ou de maladie, et étaient redevables au patron de la retenue fixe pour la caisse d'assurance et l'impôt sur le salaire. Ainsi, non seulement ils ne recevaient rien pour l'attente, rien pour le travail effectué, mais ils devaient apporter de l'argent de chez eux à la fin de la semaine !

Dans un atelier, comme il n'y avait pas assez de travail, on a renvoyé les manœuvres qui faisaient le transport des pièces, et on a voulu faire faire ce travail à des ouvriers spécialisés, en les payant naturellement comme manœuvres. De cette façon on conserve à bon marché des ouvriers qualifiés dont on peut avoir besoin à tout moment. Des manœuvres on en trouvera toujours, n'est-ce pas ? Ainsi, on ne se contente plus de remplacer des ouvriers qualifiés par des manœuvres, mais on prend maintenant des ouvriers qualifiés pour le travail des manœuvres. Nous étions 2.300 il y a un an et demi; maintenant, nous ne sommes plus que 1.300, et nous faisons le même travail. Il n'y a que le salaire qui a changé : autrefois on pouvait gagner 1 mark 30 de l'heure, maintenant tout juste 1 mark.

D'une petite usine : autrefois 80 ouvriers faisaient environ 350 pièces par jour, et recevaient 80 pfennigs de l'heure. Maintenant on a installé un convoyeur, renvoyé tous les hommes qui ont été remplacés par une trentaine de femmes. Elles arrivent à faire 7 à 800 pièces par jour, et reçoivent 32 pfennigs de l'heure. Quant aux travaux que les ouvrières faisaient autrefois à la main, on les a donnés à faire à la maison aux ouvrières renvoyées, lesquelles travaillent jusqu'à dix heures par jour avec leurs maris chômeurs, pour pouvoir vivre.

D'une autre usine : Si un ouvrier qui a quitté l'usine il y a un an, y revenait, il ne la reconnaîtrait pas. Autrefois, elle se composait de petits ateliers séparés entre eux par des cloisons; des ouvriers transportaient d'un atelier à un autre la matière première ou les pièces en voie de fabrication. Aujourd'hui toutes ces cloisons sont tombées. L'usine est divisée en plusieurs grands ateliers où l'on a, en un clin d'œil, un aperçu sur l'ensemble du travail. Ces ateliers sont disposés dans l'usine, conformément au procès de production, et sont reliés l'un à l'autre par un petit train. La production se fait à la chaîne. Au début, le convoyeur allait lentement pour faciliter la mise en marche. La matière première y est amenée par un wagonnet relié au train et circule ensuite « toute seule » d'un ouvrier à un autre. Le nombre des ouvriers employés à un convoyeur a été calculé au minimum, et on ne peut plus l'abaisser, car chacun de nous a sa fonction définie. Mais quand il n'y a plus assez de travail

pour la chaîne, on diminue le nombre des heures de travail, naturellement à nos frais. Par ce système on peut toujours remplacer un ouvrier absent ou une « forte tête », on peut fermer l'usine et la rouvrir quand on veut, puisque le travail n'exige aucun apprentissage. Mais cette réorganisation « merveilleuse » a eu pour nous les résultats suivants : dans l'espace de dix-huit mois, 3.000 ouvriers sur 7.000 ont été renvoyés. Autrefois nous gagnions 1 mark 10/1,20 de l'heure et maintenant nous arrivons difficilement à 80/90 pfennigs.

Un ouvrier d'un centre métallurgique de l'Allemagne raconte ce qui suit : Dans notre usine, on nous a fait passer un examen médical, puis un examen théorique écrit (comme à l'école) : Pourquoi une roue doit-elle avoir telle dimension, et non telle autre, etc... Ensuite on a placé chaque ouvrier devant une lourde charge à mouvoir. Des ouvriers qui avaient été assez naïfs pour tendre toutes leurs forces, ont été affectés, en guise de récompense, au transport de charges semblables, et maintenant ils doivent fournir cet effort qu'ils avaient fourni une seule fois, en tendant toutes leurs forces, d'une façon continue. A la fin, chaque ouvrier a reçu une « note ». Les « mauvaises notes » peuvent se préparer à plier bagages, à la première occasion.

Dans une usine où l'on fabrique des ampoules électriques, 2.000 ouvriers produisent autant qu'autrefois 8.000, et cela presque sans perfectionnements techniques. Certaines parties de l'ampoule continuent à être fabriquées à la main. Seulement, depuis, on a réduit le nombre des « types » de lampe, et il faut travailler sans répit.

Dans une grande usine du centre de l'Allemagne, la rationalisation a apporté les modifications suivantes dans le personnel :

	1926	1924	1914
Ouvriers	1.500	2.700	1.100
Employés	800	900	300
Directeurs	6	6	3

Comme on le voit, si le nombre des ouvriers diminue, celui des employés augmente proportionnellement : cela tient à l'accroissement du nombre des surveillants, calculateurs de prix, etc...

Signalons encore que dans une grande maison d'appareils électriques, c'est même le nettoyage des cabinets et des crachoirs qui a été « rationalisé ». Les ouvriers et ouvrières qui y sont affectés, sont payés à la tâche : 1 mark de l'heure pour le nettoyage de tant de sièges, de tant de crachoirs à l'heure, ou le balayage de tant de mètres carrés.

Ailleurs, le cas nous a été cité d'une usine qui transfère ses locaux, dans une région paysanne extrêmement pauvre, où la population arrive péniblement à vivre, où le mouvement ouvrier n'a pas encore de racines, et fait travailler ces paysans à des conditions inouïes. Il faut signaler encore que les conditions de travail pré-

sentent un grand écart dans les différentes succursales d'une même société, dans la même ville, suivant que les ouvriers y sont ou non organisés. Le patronat tend naturellement à rapprocher les conditions de travail dans les différentes succursales, de celles où elles sont le plus basses. Des « agents rationalisateurs » voyagent à travers le pays, appliquent partout les expériences faites précédemment.

Tel a été jusqu'ici le résultat de la *rationalisation* pour la classe ouvrière d'Allemagne : 3 millions de chômeurs, une diminution du salaire réel de 10 à 25 p. 100, une augmentation de la durée de la journée de travail, un pourcentage d'accidents et de maladies de 20 p. 100 !

Mais ce n'est pas seulement sur la classe ouvrière allemande que la rationalisation étend ses ravages. Les mineurs anglais, dans la lutte formidable qu'ils mènent depuis six mois, ne font que se défendre contre l'offensive des capitalistes anglais pour conserver leurs marchés extérieurs. Diminution des salaires, augmentation de la journée de travail, fermeture d'une partie des puits, 350.000 chômeurs — la bourgeoisie anglaise l'annonce déjà — voilà ce qui attendraient les mineurs anglais s'ils ne triomphaient pas !

La rationalisation en France

Elle n'épargne pas non plus la classe ouvrière de France. La France petite-bourgeoise d'autrefois, qui se vantait de se suffire à elle-même « grâce à ses propres richesses naturelles » (les colonies faisant bien entendu partie des richesses naturelles propres !), avec la terre morcelée, sa classe de petits rentiers, son industrie rétrograde, est bien transformée. Les appétits de la bourgeoisie française sont insatiables. Outre les propriétaires français, outre les paysans qu'elle arrache continuellement à la terre, outre les petits rentiers qu'elle a ruinés, elle a attiré dans son appareil de production 3 millions de prolétaires étrangers. A ces 3 millions d'ouvriers étrangers sur lesquels elle peut exercer une plus forte pression économique et politique, elle impose les pires conditions de travail; elle tente d'introduire à l'usine des méthodes d'exploitation contre lesquelles les ouvriers français se révoltaient avant la guerre, comme ce fut le cas en 1914 chez Renault, lors d'une tentative d'installation du travail à la chaîne. Aujourd'hui le travail à la chaîne est répandu dans l'industrie automobile. Chez Citroën, dans certains ateliers, la production est sept fois celle de 1919. Aussi son chiffre d'affaires qui était de 159 millions de francs en 1920, est évalué aujourd'hui, par lui-même, pour 1926, à un milliard de francs. Chez Farman, 90 p. 100 des ouvriers travaillent aux pièces.

Et cependant l'industrie automobile française, malgré les avantages au change, n'arrive pas à faire concurrence à l'industrie américaine. De là les diminutions de salaires au printemps de cette année dans l'industrie automobile, et contre lesquelles se dressèrent solidairement prolétaires étrangers et prolétaires français.

Dans l'industrie du fer, la situation est la même. Malgré les avantages au change, la métallurgie française n'arrive pas à faire concurrence à la métallurgie allemande; ses exportations diminuent relativement aux exportations allemandes : voilà pourquoi elle a signé le pacte du fer franco-allemand.

Pour conserver son marché extérieur qu'elle menace de perdre, et surmonter les difficultés accrues qu'apportera avec elle la stabilisation, la bourgeoisie française, passe de plus en plus à une exploitation renforcée de la classe ouvrière. « *Produisez plus et consommez moins !* », travaillez plus longtemps pour un salaire moindre ! « *10 heures et même plus, si c'est nécessaire, nous n'en souffrirons pas* » (*Usine*), tels sont ses mots d'ordre. *L'Usine* est même d'avis que les 3 millions d'ouvriers étrangers ne sont pas nécessaires si les ouvriers français acceptent les mêmes salaires. Et s'ils ne les acceptent pas, alors... c'est le chômage !

Avec des hymnes au « fordisme », en faisant reluire aux yeux des ouvriers les hauts salaires et un pseudo programme « social » — qui a déjà été mis au rancart même en Amérique — la bourgeoisie française prépare l'offensive la plus organisée, la plus raffinée, la plus « scientifique » contre le prolétariat. Les souffrances du prolétariat allemand menacent les souffrances des prolétaires de France. Peut-être n'est pas loin le moment où nous verrons en France l'emploi généralisé du travail à la chaîne, où l'ouvrier français devra travaillé flanqué d'un contrôleur qui « mesure » ses moindres gestes; où seront mis en usage les systèmes de salaires les plus compliqués : non plus salaire aux pièces, mais salaire horaire pour une tâche minimum donnée, avec primes à la surproduction et amendes à la sous-production, avec tout le système des primes à l'ancienneté, à l'âge, à la situation de famille, à la qualification, etc..., qui rendent impossible tout contrôle de la part des ouvriers, et tend à les dresser les uns contre les autres.

En un mot : travail mortel, salaires de famine, chômage, dégénérescence du prolétariat, voilà ce qu'apportera la rationalisation en France !

Les réformistes sont pour la rationalisation capitaliste

Et cependant, en France, nous voyons les réformistes se faire les défenseurs les plus ardents de cette exploitation renforcée du prolétariat et aider à son application au nom du... progrès !

N'avons-nous pas vu M. Dubreuil, cet homme-tampon entre le patronat français et la C. G. T., faire l'éloge de ces méthodes d'exploitation qu'il appelle « *organisation scientifique du travail* », et s'écrier devant les déclarations d'un capitaliste américain qui soutient Ford : « *Elles confirment toutes les idées que le mouvement syndical français n'a cessé de soutenir depuis longtemps* » (*Peuple*, 10 juin 1926).

Il va même plus loin dans *l'Information sociale* (17 juin 1926) et parle « *d'une seconde révolution industrielle* » :

La terre américaine offre aujourd'hui... le spectacle d'une sorte de rebondissement du grand phénomène qui porta le coup mortel que l'on sait aux traditions des artisans du passé.

Mais entre temps, il lui était arrivé malheur ! Notre malheureux rationalisateur était mouché d'une façon cardinale par... le *Comité des Forges* !

On pouvait lire, le 11 juin, dans son *Bulletin quotidien* :

On peut se demander jusqu'à quel point M. Dubreuil n'est point en contradiction avec ses théories habituelles, en faisant un éloge si peu nuancé d'un système économique qui a pour corollaire une singulière restriction des libertés syndicales.

Alors, M. Dubreuil, de la C. G. T., est obligé de reconnaître... après le Comité des Forges, que les libertés syndicales ont été bien mises à mal, en Amérique, et il regrette mélancoliquement « *qu'il y ait toujours des hommes qui mettent la main sur les découvertes réalisées* » et qu'aujourd'hui « *l'homme de plus en plus doit lutter contre l'homme* ». Mais il se console aussitôt de ces « *ombres au tableau* » en constatant « *un grand pas vers le progrès social* ». Pour terminer, il déclare : « *Nous travaillerons à une transformation de l'industrie qui ne se bornera pas à l'organiser, mais aussi à la civiliser !* ».

Ainsi, pour M. Dubreuil, « *syndicaliste éminent* », la *lutte de classes* est devenue « *la lutte de l'homme contre l'homme* », et l'exploitation du prolétariat par les pires méthodes, pour le profit d'une bourgeoisie insatiable, s'est mue en un « *grand pas vers le progrès social* », avec seulement une « *ombre au tableau* » !

Nous connaissons déjà cette chanson ! Les valets de la bourgeoisie se plaisent particulièrement à parler d'harmonie des classes et de progrès social quand les capitalistes veulent exprimer au prolétariat ses dernières forces.

Ce que ce « *progrès* » signifie pour le prolétariat, nous l'avons entendu tout à l'heure, de la bouche des prolétaires allemands. Et les mineurs anglais qui luttent si âprement depuis une demi-année, montrent aussi qu'ils n'ont pas grande envie de goûter au paradis — avec ou sans ombre — que nous offre M. Dubreuil, de la C. G. T. !

Le prolétariat français ne vous suivra pas dans cette voie, messieurs les dirigeants de la C. G. T. Il a appris, et il apprendra toujours plus vivement, dans la lutte contre le capital qu'on ne « *civilise* » pas la bourgeoisie, mais qu'on l'abat !

La classe ouvrière de France ne fera pas les frais de ce « *progrès* » qui consume déjà avec une rapidité inouïe des millions de prolétaires dans le monde entier. Vous dites que ces souffrances sont passagères ? C'est aussi ce que disaient, en s'apitoyant, les capi-

talistes eux-mêmes quand ils détruisirent des centaines de mille de vies humaines par l'introduction des machines, et Marx leur répondait : « *... passagères, bien sûr ! Quand les ouvriers sont morts, ils ne souffrent plus !* »

Vous ne réussirez pas non plus à faire accroire aux ouvriers qu'ils doivent souffrir comme ont souffert leurs pères les artisans, pour que s'accomplisse cette « *seconde révolution industrielle* ». La lutte que mène aujourd'hui le prolétariat contre le capitalisme représente tout autre chose que la lutte des artisans contre les machines qu'introduisait le capitalisme naissant. Les artisans détruisaient les machines parce que l'expérience leur manquait pour faire la différence entre la machine et son emploi capitaliste, et parce qu'ils n'étaient pas encore organisés en classe. Mais détruire les machines, c'était lutter contre l'avènement d'une forme de production supérieure à la forme de production qui disparaissait; et cette lutte était vouée à l'échec car elle allait à l'encontre du développement historique.

Mais le prolétariat d'aujourd'hui ! Suivant les enseignements de Marx — que vous avez reniés ! — il s'est organisé en classe et sait que sa mission historique est de renverser le capitalisme. Sa lutte — que vous avez trahie ! — se trouve dans la ligne du développement de l'histoire, car le capitalisme poursuit aujourd'hui la production à un degré inférieur.

Et enfin, sur un sixième du globe, sous la conduite de Lénine — que vous avez tenté de bafouer ! — le prolétariat a déjà pris le pouvoir et édifie seul le socialisme, depuis dix ans ! C'est lui seul qui a réalisé et réalise chaque jour la véritable révolution industrielle, tandis que le capitalisme ne sait plus organiser que la dégénérescence et la mort pour les masses laborieuses !

Mais cette « *seconde révolution* » à la Dubreuil-Ford que vous appelez à grands cris, elle ne signifie rien d'autre que le renforcement du pouvoir capitaliste. Or, toute force nouvelle qui est insufflée à la bourgeoisie rend plus difficile au prolétariat la lutte contre le régime capitaliste, la lutte pour le renversement de la bourgeoisie, la lutte pour la prise du pouvoir.

Voilà pourquoi les prolétaires de tous les pays, abandonnant la social-trahison internationale, mèneront la lutte la plus acharnée contre la forme actuelle de la politique du capital, contre la *rationalisation capitaliste* !

Rosa Michel.

N.-B. — Nous publierons dans un des prochains Cahiers un article du camarade Fontenay faisant suite à ceux qu'il a déjà donnés aux Cahiers sur le fordisme, et où il sera répondu à quelques points de l'étude de la camarade Rosa Michel.

L'Influence grandissante des journaux d'usine aux États-Unis



A la 2^e Conférence d'organisation ont été soulignés particulièrement les succès du P. C. anglais dans le domaine des journaux d'usines. Depuis la 2^e Conférence d'organisation, la publication des journaux d'usines a fait des progrès dans toute une série de pays : en Allemagne, en Hollande, en Italie, etc..., mais surtout en Amérique. Notre parti frère américain a remporté dans ce domaine des succès qui ne méritent pas seulement d'être connus de tous, mais qui donnent en outre à beaucoup d'hésitants une réponse éclatante, non seulement quant à l'utilité des journaux d'usines mais aussi quant à la question des moyens financiers et de la diffusion.

Le sixième numéro du journal d'usine publié par la cellule Ford (communiste) a déjà atteint un tirage de 19.000. C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'usine publiés actuellement par nos différentes cellules du Parti communiste.

Le journal l'Ouvrier de Ford, en outre, n'est pas donné. Il n'est pas jeté. Les 19.000 exemplaires représentent une circulation véritable. Le journal est vendu un centime le numéro. Les ouvriers qui veulent payer davantage, pour soutenir le journal afin qu'il puisse paraître régulièrement, peuvent verser davantage.

Le meilleur numéro

Le sixième numéro de l'Ouvrier de Ford est le meilleur numéro publié. Il contient beaucoup de matériel vivant. Il y a un appel spécial pour aider les mineurs anglais. Un court et vivant article explique pourquoi il faut aux États-Unis un gouvernement des ouvriers et des paysans. On fait un commentaire sur la campagne électorale dans le Michigan où le camarade W. Reynolds est le candidat-gouverneur du Parti communiste. Le Parti communiste est le seul parti de la classe ouvrière dans cet État. Il y a seulement trois candidats : celui du Parti républicain, celui du Parti démocrate et celui du Parti communiste.

L'Ouvrier de Ford parle beaucoup des conditions de la fabrique. Il donne quelques courts articles avec une bonne information. Nous citons dans ce numéro :

Six jours de travail en cinq
Depuis mil neuf cent vingt-six
Quelques-uns sont dans un tel pétrin
Qu'ils sont à peine vivants.
La paye toujours plus petite
Le travail toujours plus grand
Pourquoi si peu payé, dites
S'étonnent les copains
Le vieil Hank est un peu là
Pour ramasser les rotains.
A côté de ce Ford-là
Un Juif n'est rien
Chaque dollar qu'il lâche
Lui en ramène dix.
Il ne prêterait pas un sou
Pour aider quelqu'un.

Vite est le mot d'ordre qu'on entend toujours
Mais avec cela pourquoi pas un supplément de paye ?
Que les hommes bossent comme des damnés, c'est vrai
Et les salaires qu'ils touchent sont minces
La production, elle est belle pour Henry
Mais, diable, où est mon salaire ?

Pour rendre le journal plus vivant, un carton avec une inscription est placé au haut de la première page. C'est vraiment un bon journal, à tous points de vue.

Aujourd'hui, en dehors de quelques ouvriers, dans cette usine de Highland Park, chacun est lecteur de l'Ouvrier de Ford. L'opposition de la police, les attaques de Ford contre les vendeurs du journal et le système jameux d'espionnage de Ford, tout a échoué pour empêcher la distribution du journal. Chaque numéro gagne des lecteurs de plus en plus nombreux. Le premier numéro du journal tira à 15.000. On prévoit que le septième numéro sera tiré à 20.000 ou 25.000.

Encore deux autres journaux d'usines

Le Parti communiste publie encore deux nouveaux journaux d'usine. L'un s'appelle *Les Nouvelles Ouvrières*, et il est publié par les ouvriers de la fabrique Dodge Brothers à Détroit. Il coûte 1 centime. C'est un journal avec une partie humoristique. L'infamant système de brigade employé dans l'usine Dodge Brothers est exposé ainsi :

Dans la section 53 nous avons le système en brigade, qui est un moyen d'économie pour la Compagnie. Si nous travaillons sur une pièce qui doit subir 20 opérations et que le travail soit abîmé à la vingtième opération, tous les ouvriers qui ont travaillé dessus ont perdu leur temps, et si le travail revient pour être réparé nous ne sommes pas payés pour la réparation. Personne n'est content de ce damné système. Mais que faisons-nous contre ? Adhérons au syndicat et nous lutterons contre ce système.

La popularité du journal dans l'usine

Bien que nous n'en soyons qu'au deuxième numéro, on peut noter une véritable réponse des ouvriers de Dodge Brothers. L'éditeur du journal, ouvrier de la dite fabrique, écrit :

Plus de vingt ouvriers nous ont envoyé des lettres de félicitations sur le

« Dodge Brothers News » et des centaines ont lu avec intérêt ce premier numéro et sont contents et c'est ce que nous avons voulu réaliser.

Nous espérons imprimer 10.000 prochains numéros et nous demandons votre aide de deux façons. Envoyez-nous des articles sur les conditions et aidez-nous financièrement.

Le poing fermé d'un ouvrier menaçant un gros ploutocrate effrayé est le dessin qui décore la première page. Il a été fait par un ouvrier de l'usine. Il fait une bonne décoration à la première page.

Le bienvenu : L'Ouvrier Packard

Dans l'usine Packard, les membres de la cellule communiste viennent de lancer leur premier journal. Il est illustré et coûte 1 centime le numéro. Le système *Open Shop* y est exposé comme un moyen pour les capitalistes de gagner davantage d'argent.

Un bon commentaire est fait dans les lignes suivantes :

Packards donne après dix ans d'esclavage une montre en or à chaque ouvrier. Et s'il travaille assez longtemps il pourra prétendre à une paire de béquilles.

Les élections, l'exploitation des jeunes, un appel pour lire le *Daily Worker* et un appel pour la Russie des soviets, tels sont les points de ce petit journal des ouvriers de Packard.

Même les « Baldwin locomotive » publient un journal de fabrique

Pendant la grève des ouvriers, en 1922, un des directeurs de Baldwin Locomotive se vanta qu'aucune grève n'aurait lieu dans les usines Baldwin, qu'aucun syndiqué ou agitateur ne pourrait rester ou s'approcher de l'usine sans être emprisonné aussitôt. Maintenant, en 1926, un journal, appelé Les Ouvriers de Baldwin, est édité par la cellule communiste, composé par les ouvriers travaillant dans l'usine. Ce journal est vendu aux ouvriers de la fabrique.

C'est une feuille vivante frappant coup après coup aux intérêts de Baldwin. Son programme immédiat est :

- 1° Organisation des ouvriers dans les syndicats;
- 2° Action politique de la classe ouvrière;
- 3° Lutte pour l'amélioration des conditions ouvrières et des salaires.

Les histoires et les cartons ont des caricatures.

Quelques brillantes illustrations l'animent. Beaucoup d'histoires, décrites d'une manière vivante, racontent comment les ouvriers doivent travailler dans cette usine qui est une des plus grandes entreprises de cette sorte dans le pays. Une de ces chansons suit :

EN BOITE ! par JIM WATERS.

Au diable avec vous !
Vous voudrez toute la terre
Au diable avec vous !

Vous rampez, remuant votre grasse panse, criant :
Je perds de l'argent ! — plus vite ! tirez là dessus !
Mettez-en un coup ! Vous mettez en boîte qui est contre.
J'en ai déjà vu de votre espèce — de ceux qui mangaient toujours de l'argent.

Roulant en limousines, s'exhibant aux terrains de golf,
Et parlant haut au Club de l'Union.
Le dimanche vous allez à la messe et dites à chacun
Quel bon patron vous êtes
Et le lundi vous devenez bleu de colère contre vos hommes.
Vous ne m'en raconterez pas !

Allez au diable !
Vous voudrez toute la terre
Au diable avec vous !

Large appel aux ouvriers

On en trouve d'autres assez jolis dans le *Baldwin Workers*. Un appel pour les mineurs anglais, pour organiser les inorganisés, la corruption dans les partis capitalistes, la préparation des élections, la célébration du sixième centenaire, un *labour party*, tels sont les principaux points touchés par le *Baldwin Worker* dans son premier numéro.

Ce journal trouve un accueil chaleureux parmi les employés de Baldwin. Le prochain numéro est à l'impression et sera aussi bon que le premier.

Le premier journal d'usine d'une fabrique de vêtements

Le premier journal d'usine d'une fabrique de vêtements est sorti dans la fabrique de « Alfred Decker et Cohen Compagny », à Chicago. Il s'appelle le *Rebel Worker* et il est l'expression des ouvriers communistes de la fabrique. Il touche à beaucoup de sujets intéressant les ouvriers dans la fabrique; il s'occupe également des problèmes de l'organisation des ouvriers, les conditions de la fabrique, le rôle des ouvriers dans les prochaines élections, la position du Parti communiste, etc. Plusieurs dessins réalistes, par un ouvrier, enjolivent ce premier numéro de *l'Ouvrier Rebel*.

Nouvelle note dans les rangs ouvriers

Ces journaux donnent, dans le journalisme ouvrier, une note nouvelle et frappante. Ils sont écrits dans les fabriques par les ouvriers et sont lus par les ouvriers que le Parti communiste veut atteindre. Le fait que le nombre de ces publications a augmenté et a rencontré un tel succès — environ 40 cellules publient maintenant des journaux d'usine aux États-Unis — apparaît avec évidence. C'est la preuve que la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'usine et de rues a été pour le mouvement communiste de ce pays un moyen de régénération.

L'auteur du rapport est en mesure de dire que les bureaucrates réactionnaires du Conseil exécutif de la Fédération américaine du Travail ont fait tout particulièrement attention à l'influence grandissante de ces journaux d'usine qui, dans l'ensemble, ont une extension considérable. Un des avantages de ces journaux d'usine a été d'amener le Parti plus près des masses dans les usines, et les ouvriers plus près du Parti. Les quarante cellules communistes publiant actuellement leurs journaux d'usine apparaissent dans la vie quotidienne des ouvriers à travers tout le pays.

Jay Lovestone.

La discussion russe dans le Parti français



Nous avons publié dans les derniers Cahiers les résolutions prises par le B. P. à propos de la discussion de la question russe et de l'attitude de la délégation française à l'Exécutif.

Devant ce B. P. du 28 octobre les camarades Jacob et Suzanne Girault ont été invités à préciser, le premier sa position après la déclaration de l'opposition russe, la seconde si elle maintenait son vote contre la résolution du Comité central sur cette même question. D'autre part, Suzanne Girault fut informée que si elle entendait user de son mandat de membre de l'Exécutif, le B. P. demanderait à la délégation de déclarer qu'elle ne représente pas le Parti français. Ces deux camarades furent invités à faire une déclaration sur les questions posées :

Déclaration de Jacob

Comme suite aux débats qui ont eu lieu devant le Bureau politique dans sa réunion du 28 octobre 1926, au sujet de ma position sur la question russe, je déclare que :

1° Je maintiens intégralement ma position en ce qui concerne le fond même de la question russe.

Je continue à penser que la politique de la majorité du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. est fautive.

2° Je maintiens mon vote contre la résolution que le C. C. du P. C. F. a voté dans sa séance du 21 octobre 1926, parce que cette résolution prend à mon avis, position sur le fond alors que la discussion n'était pas terminée.

3° J'approuve la déclaration des camarades de l'opposition parue dans le numéro 114 de la *Correspondance Internationale*, déclaration qui contient la garantie que l'unité indispensable au développement normal du Parti communiste de l'U. R. S. S. et de l'I. C. sera sauvegardée et où d'autre part, les camarades de l'opposition s'engagent à appliquer les décisions du 14^e Congrès, du C. C. et de la commission de contrôle.

4° Je m'engage à défendre mon point de vue sur la question russe que dans les limites fixées par les décisions régulières des organismes du Parti français et de l'I. C. En l'occurrence d'après la décision que le B. P. a prise dans sa séance du 28 octobre 1926, dans ma cellule, mon sous-

rayon et dans les organismes où la direction aura décidé d'engager une discussion sur la question russe (C. C., congrès, etc...)

Paris, le 29 octobre 1926

JACOB, membre du C. C. du P. C. F.

Le B. P. a pris acte de la déclaration du camarade Jacob.



Déclaration de Suzanne Girault

Au Bureau politique du Parti communiste français

Camarades,

En conclusion de ma comparution, hier, 28 octobre 1926, devant le B. P., je confirme par écrit, afin d'éviter toute équivoque, les déclarations que j'y ai faites, à savoir :

1° Que je maintiens le vote que j'ai émis au Comité central le 21 octobre 1926 contre la résolution présentée par le B. P. sur la question russe pour les raisons suivantes: a) La résolution prend position sur le fond sans que cette question ait été discutée même au sein du C. C. C'est tellement vrai, qu'après le vote de cette résolution, les membres du C. C. habitant Paris, sont convoqués par le secrétariat, pour entendre la suite de la lecture des documents. J'ajoute que le vote de cette résolution a été acquis au Comité central, sur simple lecture, sans que les membres en aient le texte sous les yeux et après les déclarations formelles de Sémard et de Doriot, que la question de fond était réservée. b) Cette résolution reprenant le texte du communiqué de Tass, fait déclarer aux signataires de la déclaration qu'ils *renoncent* à donner tout appui aux éléments exclus de l'I. C. Ceci laisse supposer qu'ils reconnaissent avoir soutenu ces éléments, alors que le texte russe de la déclaration dit : *Nous considérons absolument inadmissible* tout soutien fractionnel, direct ou indirect, à quelque groupe que ce soit, dans les différentes sections du Comintern, contre la ligne du Comintern, que ce soit le groupe Souvarine en France, le groupe Maslow, Fischer, Urbahns et Weber en Allemagne, le groupe Bordiga en Italie, ou tout autre groupe, indépendamment de leur position envers nos points de vue. *Nous considérons comme particulièrement inadmissible* n'importe quel soutien à l'activité de gens déjà exclus du Parti et du Comintern, comme Ruth Fischer et Maslow ». c) La résolution prévoit dans son avant dernier paragraphe la clôture des assemblées d'information du Centre. Je les considère comme absolument indispensables pour la bonne information du Parti.

2° Je condamne le travail fractionnel fait par les camarades de l'opposition.

3° J'approuve leur décision de se soumettre à la discipline du Parti et de ne défendre leur point de vue que dans les cadres des statuts du Parti.

4° Je désapprouve les sanctions prises contre eux comme disproportionnées avec la faute commise, en raison de la reconnaissance de celle-ci,

faute qu'ils ont reconnue sans aucune pression de la part de la majorité du C. C.

5° Je désapprouve le retrait du mandat de Zinoviev à l'I. C. par le C. C. du Parti de l'U. R. S. S., mandat qu'il détenait d'un Congrès mondial. Seul un Congrès mondial pouvait décider de ne pas le lui renouveler.

6° Je désapprouve la position prise par les représentants du P. C. F. auprès de l'I. C. sur cette même question :

a) En ce qui concerne le travail fractionnel, ils ne peuvent en aucune façon se baser sur les décisions du P. C. F. Aucune résolution ne pouvait d'ailleurs être prise en ce sens; puisque Doriot lui-même, à deux reprises différentes, a déclaré devant les assemblées d'information de la Région parisienne, *parlant au nom de la direction* : qu'aucun travail fractionnel n'avait été fait en France par l'opposition.

b) Quant à la ligne politique, soi-disant fautive de Zinoviev, il me paraît absolument arbitraire de lui interdire de la défendre jusqu'au prochain Congrès devant lequel il aura à rendre compte de son mandat. On invoquera pour justifier une telle mesure, le danger que représente Zinoviev à la présidence de l'I. C. Je pense qu'un tel argument ne peut être retenu, Zinoviev n'est pas seul à la tête de l'I. C., il ne peut en aucune façon lui impliquer sa ligne personnelle contre une majorité. Dans tous les cas la convocation d'un Congrès mondial, qui trancherait définitivement les questions en litige, me paraît être une mesure autrement plus salutaire que celle qu'on est en train d'appliquer. Puis ces mesures apparaissent comme le prélude de nouvelles méthodes dans l'I. C. qui consisteraient d'une façon toute mécanique, à empêcher l'expression de la pensée des minorités. Jusque maintenant les minorités dans l'I. C. ont toujours été combattues idéologiquement, mais non par des mesures d'organisation interdisant l'expression de leur point de vue.

7° Je désapprouve les méthodes de lutte employées par la majorité du C. C. du Parti de l'U. R. S. S. contre l'opposition de 1926. Lors des précédentes discussions dans le Parti russe, du vivant de Lénine, et même dans la dernière discussion avec Trotsky, les oppositions ont été battues après de larges et profondes discussions, qui selon l'expression de Staline « ont contribué à forger le parti bolchévik. » C'est la première fois qu'une opposition est combattue par la méthode de l'inadmissibilité de la discussion. Cette nouvelle méthode de lutte ne peut nullement être justifiée par la situation actuelle de la Russie, qui n'est pas plus grave, que lors des discussions de 1918 et 1920.

Voilà ma position en ce qui concerne la résolution votée par le C. C. du P. C. F. dans sa séance du 21 octobre 1926.

Maintenant pour ce qui concerne la résolution adoptée par le B. P. dans sa séance du 28 octobre 1926, dont lecture me fut donnée et dont l'acceptation intégrale est la condition préalable pour la participation à l'Exécutif élargi prochain, je déclare :

1° Qu'elle est contraire aux principes et aux statuts de l'I. C. qui interdisent tout mandat impératif pour les délégations aux congrès, exécutifs, etc.

2° Que rendant son acceptation obligatoire pour les membres de la délégation, *alors qu'elle ne traite exclusivement que de la question russe*, le B. P. semble ignorer que l'I. C. a également à s'occuper de la vie des autres partis et des questions qui se posent devant eux.

3° Que cette résolution condamnant l'opposition sur le fond je ne peux l'accepter par ce que jusqu'à preuve du contraire, je considère que l'opposition avait raison, sinon sur tous les points, tout au moins sur un grand nombre d'entre eux, si j'en crois les dernières dispositions prises par le C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. et annoncées dans la *Pravda*.

Devant ma protestation, vous avez reconnu qu'il ne vous appartenait pas de me retirer le mandat que je détiens du 5^e Congrès, ni de lui changer son caractère délibératif en celui de consultatif ainsi que vous me l'aviez annoncé.

Par contre Doriot, devant tous les membres du B. P. présents à la séance, m'a déclaré : « Nous ne voulons pas violer les statuts de l'I. C. Vous pouvez aller à l'Exécutif élargi, *mais vous savez comment ça se passera*, chaque fois que vous voterez, il y aura quelqu'un de la délégation qui se lèvera pour déclarer que le vote de Suzanne Girault n'a aucune valeur, parce qu'elle est ici à titre personnel, ne représente personne qu'elle-même, qu'elle n'a personne derrière elle dans le Parti. *Vous savez bien quels sont les procédés que l'on emploie*, pour les avoir employés vous-même. Si vous voulez partir dans ces conditions, libre à vous. »

A ceci je réponds :

1° Jamais de tels procédés d'intimidation n'ont été employés par la direction du P. C. F. et par conséquent par moi-même.

2° Le B. P. ne peut prétendre que je ne représente que moi et qu'aucun autre camarade ne partage mon avis sur une question qui n'a jamais été étudiée et discutée dans le P. C. F. — Je n'en veux pour preuve que le dernier vote au C. C. sur cette question où 6 voix contre et 3 abstentions se sont prononcées, plus 1 voix avec réserves se refusant à condamner la position politique de l'opposition.

Néanmoins le B. P. ayant décidé que je n'irais à l'Exécutif élargi qu'à titre personnel, je me vois dans l'obligation de renoncer à mon mandat. Jamais Suzanne Girault ne se considérera en droit de participer aux travaux d'un Congrès ou d'un Exécutif à titre personnel. Et comme il n'est nullement dans mes intentions de m'insurger contre les décisions de la direction du Parti, je m'incline devant la décision du B. P.

Recevez, Camarades, mes salutations communistes.

SUZANNE GIRAULT.



Lettre de Doriot à propos de la déclaration de Suzanne Girault

Mon cher Sémard,

Je viens de prendre connaissance de la lettre adressée par la camarade Suzanne Girault aux membres du Bureau politique du Parti français. Dans ce document elle me met en cause à propos de la déclaration que j'ai faite devant le Bureau politique sur notre représentation à l'Exécutif. J'ai averti la camarade Suzanne Girault que ne représentant plus le Parti français et ayant des divergences avec nous, nous ne pouvions plus la considérer comme notre représentant à l'Exécutif.

J'ai dit d'autre part, que dans de tels cas, et la camarade Suzanne Girault ne peut pas l'ignorer, on procède de la façon suivante : la délégation fait une déclaration comme quoi elle considère comme nul et non venu pour elle le vote émis par le représentant en question.

Voilà tout ce que j'ai voulu dire dans ma déclaration. Toute tentative de l'interpréter autrement ne serait pas conforme à son sens exact.

La camarade Suzanne Girault prétend d'autre part, que la résolution que nous lui avons présentée ne traitant exclusivement que de la question russe, il est pour le moins exagéré de dire qu'elle ne peut pas représenter le Parti.

Je considère que la déclaration que j'ai faite devant le Bureau politique n'a pas seulement de valeur pour la question russe qui était en discussion, mais également pour les problèmes politiques qui se sont posés devant le Parti français. Je ne puis ignorer que contrairement à mon avis, le Congrès de Lille a voté pour l'élimination de la camarade Suzanne Girault du Bureau politique. Mais il a donné à ce vote un sens bien précis de condamnation des méthodes employées par la Direction à laquelle appartenait la camarade Suzanne Girault que j'ai partagé pleinement.

C'est pourquoi en tout état de cause, je considère qu'en aucun cas la camarade Suzanne Girault ne pouvait représenter le Parti français à l'Exécutif élargi.

Au point (a) la camarade Suzanne Girault s'empare d'une de mes déclarations dans les assemblées d'information de la Région parisienne sur la question russe, selon laquelle j'aurais déclaré qu'aucun travail fractionnel n'avait été fait en France par l'opposition. Je veux reproduire exactement le sens de ma déclaration : « La Direction du Parti a la volonté que cette discussion serve à élever le niveau idéologique des membres du Parti. Cela sera d'autant plus facile qu'il ne sera pas fait de travail fractionnel en France. D'ailleurs, jusqu'à maintenant, nous n'avons pas connaissance de travail fractionnel fait à la base de la question russe. » Puis, m'adressant au camarade Jacob, je lui dis que nous n'avions pas relevé de faits fractionnels à son égard.

Ceci prouve bien que toute ma déclaration visait les membres du Parti français.

A moins de vouloir changer les faits et oublier une autre déclaration complémentaire dans mon discours sur les tentatives faites par l'opposition pour réintégrer Souvarine, on ne peut interpréter cette phrase comme voulant dire que l'opposition russe n'a cherché à faire aucun travail fractionnel dans l'Internationale. Il y a la proposition concernant Souvarine, il y a les tentatives de Vouyovitch et de Gouralski pour se livrer à un travail fractionnel en France sur deux catégories de personnes : 1° sur nos amis de France ; 2° sur le camarade Doriot en l'approchant au moyen des questions coloniales.

Tant dans le Comité central du Parti à diverses reprises que dans la Région parisienne, j'ai souligné ces faits en tout ou en partie. Personne n'a donc le droit d'interpréter mes déclarations comme voulant couvrir le travail fractionnel poursuivi par l'opposition russe et internationale dans les rangs du Parti russe et dans les diverses sections de l'Internationale.

Bien fraternellement,

DORIOT.

P. S. — Le camarade Jacob a qui j'ai montré la partie de cette

lettre concernant mes déclarations dans l'assemblée de la Région parisienne est absolument d'accord avec moi sur le texte et sur le sens qu'il convient de leur donner.



Réponse du Bureau politique à la lettre de la camarade Suzanne Girault

Le Bureau politique a pris connaissance de la lettre de la camarade Suzanne Girault qui confirme ses déclarations à la séance du Bureau politique du 28 octobre.

Dans cette lettre, Suzanne Girault résume son intervention devant le Bureau politique dont les points essentiels furent les suivants :

1° Elle refuse d'approuver les sanctions prises par le C. C. de l'U. R. S. S.

2° Elle nie le droit pour le P. C. de l'U. R. S. S. de retirer le mandat de président de l'I. C. au camarade Zinoviev.

3° Elle proteste contre le vote des représentants du P. C. F. près de l'I. C. en ce qui concerne la résolution qu'ils ont signée en commun avec les représentants des autres sections de l'I. C.

4° Elle proteste contre l'interdiction prise contre l'opposition en général et contre Zinoviev en particulier, de défendre leur point de vue avant qu'un Congrès se soit prononcé.

5° Elle désavoue les méthodes employées par la majorité du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. contre l'opposition.

Le B. P. enregistre cette déclaration de Suzanne Girault confirmant ses déclarations antérieures. Il appartiendra au C. C. du P. C. F. de se prononcer sur la ligne politique affirmée dans cette déclaration.

Dans la première partie de sa lettre, Suzanne Girault affirme que nous avons trompé le Comité central en lui faisant adopter une résolution qui le fait se prononcer sur le fond de la question. Nous répondons que le passage incriminé pouvait être repoussé par le C. C. qui a entendu par deux fois la lecture de la résolution ainsi que les réserves formulées sur ce point par Jacob et Suzanne Girault. D'autre part, la résolution a été publiée avec un commentaire dans *l'Humanité* du 25 octobre et depuis aucun des 63 membres du C. C. qui l'ont votée n'ont formulé de réserves. Pour tranquilliser Suzanne Girault, nous déclarons à nouveau que tous les membres du C. C. conservent toute liberté pour se prononcer *définitivement* sur le fond quand ils auront étudié complètement la question.

Suzanne Girault rectifie le communiqué de l'Agence Tass qui fait dire à l'opposition qu'elle *renonce* à donner tout appui aux éléments exclus de l'I. C. », ce qui, dit-elle, « *laisserait supposer qu'ils reconnaissent avoir soutenu ces éléments, alors que le texte russe dit : nous considérons tout à fait inadmissible tout soutien fractionnel direct ou indirect à quelque groupe que ce soit, etc...* »

En effet, c'est « *textuellement* » ce que l'opposition a répondu, mais

cependant nous soulignons que le Comité central du P. C. de l'U. R. S. S. parmi les conditions qu'il a posées à l'opposition, exigeait de celle-ci :

a) De mettre fin à toute activité fractionnelle, à l'envoi de membres de l'opposition dans les différents districts, à l'envoi de littérature fractionnelle illégale aux organisations du Parti communiste de l'Union soviétique et aux différentes sections de l'Internationale communiste; à dissoudre complètement toutes les organisations fractionnelles de l'opposition unie;

b) De se désolidariser complètement de la campagne entreprise contre l'Union soviétiste, le Parti communiste de l'Union soviétiste et l'Internationale communiste par Korsch, Maslow, Ruth Fischer, Urbahns et Weber, qui se solidarisent publiquement avec Zinoviev, Kaménev et Trotski;

c) De déclarer absolument inadmissible tout appui direct ou indirect à la lutte des groupes fractionnels d'un certain nombre de sections de l'Internationale communiste contre la politique de l'Internationale communiste (groupe Souvarine en France; groupe Urbahns en Allemagne; groupe Bordiga en Italie).

Ceci est suffisamment clair pour juger le genre de travail poursuivi par l'opposition et auquel on lui demandait de *renoncer*.

Suzanne Girault peut-elle nier par exemple l'appui qui a été donné par certains membres du bloc oppositionnel actuel à Souvarine? N'a-t-elle pas voté une déclaration qui invitait Trotski à se désolidariser publiquement de Souvarine, Monatte et Rosmer? Ne sait-elle pas que récemment Zinoviev a demandé qu'on examine la réintégration de Souvarine dans nos rangs et que Préobrajenski est intervenu auprès du secrétaire du Parti pour solliciter cette réintégration comme mesure de « normalisation » au lendemain du Congrès de Lille?

Suzanne Girault « ignore » la liaison internationale de l'opposition, nous lui rappelons les tentatives de Gouralski et de Vouyovitch pour assurer cette liaison et nous lui signalons que l'extrême-gauchiste Urbahns a fait le 21 octobre, devant la Conférence des fonctionnaires de Berlin-Brandebourg un exposé détaillé du point de vue de l'opposition russe sur la base des documents qu'ils tenaient — a-t-il dit — de l'opposition elle-même. Urbahns a cité entre autres des passages de la lettre de Zinoviev, Kaménev, Trotski et Sokolnikov adressée par eux le 5 octobre au Bureau politique du P. C. de l'U. R. S. S.

Ces faits démontrent que la liaison était à la fois intime et rapide et que Suzanne Girault est bien mal placée pour affirmer que l'opposition n'ayant pas *soutenu ces éléments* n'a pas à y *renoncer*. En chicanant sur le travail fractionnel de l'opposition, en désapprouvant les sanctions prises à l'égard de ses membres et le retrait du mandat de Zinoviev à la présidence de l'I. C., Suzanne Girault limite sa très timide condamnation du travail fractionnel de l'opposition que celle-ci a cependant reconnu explicitement et dont elle a souligné la gravité en écrivant ce qui suit dans sa déclaration :

« Nous considérons qu'il est de notre devoir d'appliquer les décisions du Parti sur l'inadmissibilité de toute activité fractionnelle. Nous considérons également de notre devoir de reconnaître publiquement devant le Parti que nous et tous ceux qui partagent notre point de vue ont commis, en défendant nos conceptions, dans toute une série de cas, depuis le XIV^e Congrès du Parti, des actes constituant des infractions à la discipline du Parti, et que nous nous

sommes engagés, au delà des limites fixées par le Parti à la lutte idéologique du Parti, dans une voie fractionnelle. En considérant ces actes comme complètement erronés, nous déclarons que nous condamnons énergiquement les méthodes de défense de nos conceptions du fait que ces méthodes nuisent à l'unité du Parti, et faisons appel en ce sens à tous les camarades qui partagent nos points de vue. Nous leur demandons de dissoudre immédiatement tous les groupements fractionnels qui se sont constitués autour des points de vue de l'opposition. Nous reconnaissons en même temps que par notre action à Moscou et à Léninegrad, en octobre dernier, nous avons violé la décision du Comité central sur l'inadmissibilité de la discussion, en ouvrant une discussion de ce genre contrairement aux décisions du Comité central. »

En effet, le XIV^e Congrès avait pris à une très grosse majorité un ensemble de décisions qui, aux termes de la discipline communiste la plus élémentaire devaient être appliquées par tout le Parti, *opposition comprise*. Or, cette dernière qui avait commencé son travail fractionnel avant le XIV^e Congrès, le continua et l'amplifia dès le lendemain de celui-ci; cela en dépit de l'affirmation de se soumettre à la majorité faite par la bouche même de Zinoviev qui déclara :

« Les décisions du XIV^e Congrès du Parti sont obligatoires pour nous, comme pour chaque membre du Parti... Dans les rangs du Parti l'opposition luttera pour ses vues dans la mesure où le lui permet le statut du Parti. L'unité du Parti ne lui est pas moins chère qu'à ceux qui sont ici. »

Peu après, violant ses engagements, elle imposa la discussion dans le Parti, bien que le XIV^e Congrès et ensuite le Comité central aient déclaré celle-ci inopportune, contraire à la discipline du Parti et pouvant mettre son unité en péril.

Cela, Suzanne Girault ne veut pas en convenir et elle désapprouve les sanctions prises contre les membres de l'opposition « *comme disproportionnées avec la faute commise* », faute, dit-elle encore « *qu'ils ont reconnue sans aucune pression de la part de la majorité du C. C.* »

Or, ce n'est pas seulement une pression qui fut exercée sur l'opposition, *mais une mise en demeure du C. C. et de la C. C. C.* qui, dans leurs conditions, demandèrent en premier lieu à celle-ci :

1° De faire une déclaration publique sur sa soumission sans conditions à toutes les décisions du XIV^e Congrès du Parti, du Comité central et de la Commission centrale de contrôle et sur sa volonté d'appliquer sans réserves ces décisions;

2° De reconnaître publiquement que l'activité fractionnelle de l'opposition au cours de la période depuis le XIV^e Congrès jusqu'à son activité récente à Léninegrad et à Moscou, en octobre de cette année, était inadmissible et contraire aux intérêts du Parti et du Pouvoir des Soviets dans les conditions difficiles de la construction socialiste;

3° De reconnaître publiquement que, par son activité à Moscou et à Léninegrad, en octobre dernier, l'opposition a violé brutalement les décisions du XIV^e Congrès et du Comité central du Parti sur l'inadmissibilité d'une discussion publique, sans décisions spéciales des organes suprêmes du Parti. »

Cette mise en demeure fut d'ailleurs vigoureusement appuyée par la base du Parti qui se prononça à une écrasante majorité pour le C. C. en refusant même d'entendre les leaders de l'opposition. A ce propos, le C. C. souligna l'importance de la « défaite » de l'opposition qui motiva

sa demande de « paix », en écrivant dans son communiqué sur le changement d'attitude de l'opposition :

« La presse a annoncé que toutes les cellules de l'organisation de Moscou, sans exception, ont condamné énergiquement, tant les conceptions de principe de l'opposition dans les questions fondamentales de la politique du Parti, que la politique fractionnelle de l'opposition, et se sont prononcées unanimement pour la politique du Parti et son Comité central. L'opposition a subi une défaite complète. Cette défaite est d'autant plus considérable que les membres du Bureau politique de la majorité du Comité central ont respecté les décisions des organes du Parti concernant l'inopportunité de la discussion et n'y ont pas participé.

« Devant une telle défaite, les leaders de l'opposition furent obligés de changer leur front et d'engager des négociations sur la « paix » dans le Parti. »

Suzanne Girault approuve la décision de l'opposition de se soumettre à la discipline du Parti et de défendre « son » point de vue dans les cadres des statuts, mais un peu plus loin, elle déclare arbitraire d'interdire à Zinoviev de défendre sa ligne politique jusqu'au prochain Congrès où il aura à rendre compte de son mandat.

Voilà qui est équivoque à plaisir et permet toutes les interprétations de la discipline.

Nous demandons à Suzanne Girault de s'inspirer de la déclaration même de l'opposition qui précise :

« Nous considérons comme absolument obligatoires les décisions du XIV^e Congrès, du Comité central et de la Commission centrale de contrôle et nous nous y soumettrons et les appliquerons sans réserve. Nous faisons appel en ce sens à tous les camarades qui partagent nos conceptions.

« Chacun de nous s'engage à défendre ses conceptions uniquement dans les formes fixées par les statuts et les décisions des Congrès et du Comité central de notre Parti, car nous sommes convaincus que tout ce qui est juste dans ces conceptions sera adopté par le Parti au cours de son travail ultérieur. Au cours des derniers mois, une série de camarades ont été exclus pour telle ou telle infraction à la discipline du Parti, pour emploi de méthodes fractionnelles dans la défense des points de vue de l'opposition. Ce qui précède montre la responsabilité politique qui incombe aux signataires pour ces actes. »

Suzanne Girault désapprouve le retrait du mandat de Zinoviev à la présidence de l'I. C. proposé par le C. C. de l'U. R. S. S. Ainsi elle considère le Parti bolchévique au même titre qu'une autre section de l'I. C., ne tenant aucun compte de ce que, si le camarade Zinoviev tient son mandat d'un Congrès mondial, il le tient en premier lieu du P. C. de l'U. R. S. S. et que sans la pleine confiance de celui-ci, il lui est impossible de remplir une fonction de l'importance de celle qu'il occupe.

Or, le B. P. du P. C. de l'U. R. S. S. après avoir souligné que des membres du C. C. comme Zinoviev, Trotski et Piatakov dont le devoir le plus élémentaire est la défense des décisions du Comité central ont poursuivi une activité scissionniste et que Zinoviev en particulier a prononcé le 7 octobre, à l'usine Poutilov à Léningrad, un discours scissionniste, discréditant le Parti et le C. C., a porté ces infractions à la discipline devant la séance plénière du C. C. et de la C. C. C. qui a adopté une résolution qui, à son paragraphe 2 dit :

« Zinoviev ne représentant plus la ligne du P. C. de l'U. R. S. S. au sein de l'Internationale communiste et ayant perdu, par suite de son activité fractionnelle dirigeante dans l'I. C., la confiance d'une série de partis communistes

(P. C. d'Allemagne, P. C. de Grande-Bretagne, P. C. de France, P. C. des Etats-Unis), le C. C. et la C. C. C. estiment comme impossible le travail ultérieur de Zinoviev dans l'I. C. »

D'autre part, les représentants des différentes sections à l'I. C. et les membres du Comité exécutif, nos camarades Crémet et Treint au nom de notre Parti, ont présenté au Présidium de l'I. C. une résolution qui déclare impossible la présence ultérieure et le travail de Zinoviev à la tête de l'I. C. Le Présidium du C. E. de l'I. C. a approuvé unanimement cette résolution signée des représentants des partis allemand, français, anglais, tchécoslovaque, américain, japonais, chinois, hindou, polonais, suédois, esthonien et de l'Internationale des Jeunes. Enfin la XV^e Conférence du P. C. de l'U. R. S. S. a adopté à son tour cette proposition.

Suzanne Girault oublie aussi que les statuts de l'Internationale, notamment l'article 9 qu'elle approuvait et défendait jadis lorsqu'il s'exerçait contre Fabre, Verfeuil et consorts, donne à l'Exécutif pouvoir de Congrès entre les Congrès de l'Internationale. Par conséquent, le retrait de Zinoviev de la présidence de l'I. C., qui est en accord complet avec la ligne du P. C. R. et des diverses sections de l'I. C., est parfaitement licite.

Suzanne Girault désapprouve nos représentants à l'I. C. en déclarant qu'ils n'avaient pas de mandat du P. C. F. Sur ce point, nous rappelons que notre C. C. du 3 septembre, dans sa résolution, indiquait que la sanction prise contre Zinoviev par le Parti de l'U. R. S. S. posait la question de sa position à la présidence de l'I. C. et estimait que le prochain Exécutif devait examiner cette situation. Elle affirme que nos représentants à l'I. C. ne peuvent, en ce qui concerne le travail fractionnel de l'opposition, en aucune façon se baser sur les décisions du P. C. F. puisque Doriot, devant deux assemblées d'information de la région parisienne, a déclaré au nom de la direction du Parti qu'aucun travail fractionnel n'a été fait en France.

Nous déclarons que cette affirmation de Suzanne Girault n'est pas conforme à la vérité. Doriot répondant à Jacob, qui seul a affirmé son accord complet avec l'opposition, a déclaré que la direction n'avait pas connaissance qu'un travail fractionnel soit fait en France à la base de la question russe par des membres du P. C. F.

Doriot a ajouté que la volonté de la Direction était d'élever le niveau idéologique des membres du Parti, de les « familiariser » avec le mécanisme de la Révolution russe, que cela serait d'autant plus facile à réaliser si l'on ne « constituait pas de fraction en France à la base de la question russe ». Dans le cas contraire, disait Doriot, il faudrait que la Direction du Parti prenne des mesures d'organisation comme il en a été prises dans une discussion précédente : celle sur le trotskisme.

C'était donc à la fois une directive générale de la Direction du Parti pour la discussion russe et un avertissement à ceux qui pouvaient ne pas partager le point de vue de la majorité et auraient été tentés de se livrer à un travail fractionnel, qu'entendait donner la Direction du Parti.

Doriot n'a pas dit, et ne pouvait pas dire, qu'aucun travail fractionnel n'avait été fait en France par l'opposition russe, puisque certains faits signalés plus haut, connus de la Direction et soulignés par Doriot lui-même et par Sémard à la tribune, prouvent le contraire.

Mais même si l'opposition russe n'avait pas choisi la France comme champ d'expérience pour ses tentatives fractionnelles — et les faits

démontrent le contraire — nul membre du Parti français n'aurait le droit d'en tirer argument contre l'attitude que notre Parti a prise contre le travail fractionnel accompli dans d'autres pays sans nier le caractère international de notre Parti et de son activité.

Suzanne Girault désapprouve les méthodes de lutte employées par le C. C. contre l'opposition de 1926 en affirmant que jusqu'ici *les minorités ont toujours été combattues idéologiquement et non par des mesures d'organisation interdisant l'expression de leur point de vue*. Ces mesures, dit-elle, *apparaissent comme le prélude de nouvelles méthodes dans l'I. C., qui consisteraient, d'une façon mécanique, à empêcher l'expression de la pensée des minorités*.

Le C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. n'interdit pas à l'opposition de défendre ses points de vue quand la discussion est ouverte, elle demande seulement que celle-ci se poursuive dans les limites des statuts et décisions de Congrès. Or, le XIV^e Congrès avait déclaré la discussion close et interdit par là la remise en discussion de ses décisions. Les mesures d'organisation qui furent prises par la suite par le C. C. étaient en application des décisions du XIV^e Congrès. D'autre part, Suzanne Girault doit savoir que les mesures d'organisation qu'elle qualifie de « méthodes mécaniques » ont été prises en raison de la violation de la discipline et du travail fractionnel de l'opposition, précisées dans la résolution du C. C. et de la C. C. C. de la façon suivante :

« La séance plénière du C. C. et de la C. C. C., vu la violation de la discipline du Parti par les membres du C. C., Trotski, Zinoviev, Kaménev, Piatakov, Ievdokimov, Sokolnikov et Smilga, et par la candidate du C. C. Nikolaieva, rappelle tous ces camarades à l'ordre et leur déclare encore une fois l'inadmissibilité d'une telle attitude pour des membres d'organes dirigeants du Parti ;

« Vu l'activité fractionnelle de Trotski et de Kaménev, après la session plénière de juillet du C. C. et de la C. C. C., la séance plénière du C. C. et de la C. C. C. décide de relever Trotski de ses fonctions de membre du Bureau politique et Kaménev de ses fonctions de candidat au Bureau politique. »

Suzanne Girault qui, au dernier Comité central de notre Parti, en contestant la véracité de l'information de Tass, déclarait que si les actes fractionnels reprochés à l'opposition étaient exacts, la résolution que nous présentions était trop faible, argumente maintenant contre les méthodes mécaniques et sur le droit d'expression des minorités, essayant ainsi de masquer les actes d'indiscipline et le travail fractionnel de l'opposition qu'elle s'est bornée à condamner en deux lignes au début de sa lettre.

En réalité, Suzanne Girault, en refusant d'approuver les sanctions prises par le C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. alors qu'elle déclare condamner le travail fractionnel de l'opposition, démontre qu'elle ne veut pas reconnaître le caractère de gravité des actes fractionnels de l'opposition, jugés *inouïs dans les annales du Parti bolchévik* par le C. C. et la C. C. C. du P. C. de l'U. R. S. S.

En considérant le Parti bolchévik comme une autre section de l'I. C. et en méconnaissant ce fait, que si Zinoviev tient son mandat de l'I. C., il ne peut le détenir qu'avec la confiance et l'approbation de son Parti, Suzanne Girault adopte la même plate-forme que la fraction des extrême-gauchistes allemands Urbahns-Weber.

Le B. P. enregistre que Suzanne Girault, sur la base de certaines dispositions prises par le C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. et publiées dans

la *Pravda*, considère que l'opposition avait raison, sinon sur tous les points, tout au moins sur un grand nombre d'entre eux. Ainsi, d'après Suzanne Girault, le C. C. n'appliquerait pas les résolutions adoptées par le XIV^e Congrès mais les résolutions de l'opposition, c'est-à-dire qu'il se placerait sur sa plate-forme politique tout en l'attaquant et en lui fermant la bouche par l'emploi des procédés mécaniques.

Le B. P. déclare que cette affirmation marque le peu d'objectivité de Suzanne Girault dans l'utilisation des informations que sa connaissance du russe lui permet de faire.

La réfutation des affirmations de Suzanne Girault faite par Rykov qui, à l'actuelle XV^e Conférence du P. C. de l'U. R. S. S. a déclaré entre autres :

« Rykov expose qu'il doit y avoir une liaison étroite entre l'industrie et l'agriculture. Des données relatives à la différenciation du village nous montrent non pas une décomposition de la paysannerie moyenne, mais bien l'ascension générale de toutes les couches paysannes, principalement le renforcement de la paysannerie moyenne. L'affirmation de l'opposition que notre politique paysanne est une capitulation devant les koulaks, est complètement réfutée par les données sur la différenciation de la paysannerie et par notre politique fiscale au village. L'opposition affirme aussi, à propos de la croissance du capital privé, que celui-ci nous dévorera. Les chiffres suivants démontrent le non-sens de cette conception : en 1923-24, la part du capital privé au commerce de gros fut de 22 p. 100. Mais en 1925-26 elle n'était plus que de 9 p. 100. Les chiffres correspondants, pour le commerce de détail, sont 57 à 39 p. 100. Dans d'autres secteurs de notre économie, le rôle du capital privé est tout à fait insignifiant. Le capital privé ne nous dévore donc pas, au contraire, nous le refoulons du commerce dans les domaines facilement abordables par notre contrôle et notre réglementation. »

Or, l'opposition qui a été invitée à formuler son avis sur cette question fondamentale, devant cette instance supérieure, n'a pas cru devoir le faire et Rykov le souligne ainsi dans sa réponse :

« La discussion s'est distinguée par l'absence de toute plate-forme parallèle particulière sur les questions économiques. Il est improbable que le silence de l'opposition signifie son accord avec les thèses du C. C. L'opposition aurait dû, après sa dernière entrée en scène, exposer de ces tribunes ce qui la sépare du Parti. Ceci est d'autant plus nécessaire que la plate-forme de l'opposition est non seulement fautive en principe et insoutenable, mais également démagogique et, par conséquent, dangereuse pour le Parti. L'opposition cherche un appui auprès des chômeurs en proposant la majoration des impôts grevant la paysannerie, le rassemblement de nouveaux milliards pour l'industrie d'Etat, de nouvelles augmentations de salaires, etc... L'acceptation de la plate-forme opportuniste de l'opposition signifierait la rupture de l'alliance entre les ouvriers et les paysans. Il serait du devoir de l'opposition de déclarer devant la Conférence si elle maintient ou si elle abandonne cette plate-forme. La Conférence du Parti doit tirer les conséquences de l'attitude de l'opposition. »

Ainsi l'opposition ne défend même pas sa plate-forme politique dans la question capitale de la situation économique en U. R. S. S. Si comme l'affirme Suzanne Girault, la majorité avait appliqué sur un grand nombre de point le programme de l'opposition, celle-ci n'aurait pas manqué de le souligner devant la XV^e Conférence.

Dans la deuxième partie de sa lettre, Suzanne Girault déclare que la résolution adoptée par le Bureau politique, fixant les propositions que les délégués du Parti à l'Exécutif doivent soutenir, est contraire aux principes et statuts de l'I. C. qui interdisent tout mandat impératif.

Le Bureau politique repousse cette interprétation *fantaisiste* de Suzanne Girault ainsi que son affirmation que le Bureau politique semble ignorer que l'I. C. a à s'occuper de la vie des autres partis. Il lui rappelle les conditions dans lesquelles ont toujours été envoyées les délégations aux Exécutifs et Congrès mondiaux. Par sa résolution publiée dans les derniers Cahiers, le B. P. du P. C. F. demande aux membres de la délégation qui représentent tout le Parti, de soutenir auprès de l'I. C. trois propositions qui s'inspirent, les deux premières des résolutions de notre Comité central, concernant la discipline dans les partis et dans l'I. C., et la présidence de l'Internationale; la dernière qui se base sur les décisions du Congrès de Lille qui a condamné ainsi que l'Exécutif de l'I. C. les méthodes mécaniques et la politique dont Suzanne Girault a été plus particulièrement responsable. Tout le Parti comprendra cela.

Il ne s'agit pas de mesures vexatoires mais de mesures politiques qui correspondent aux décisions prises par la majorité du Parti. Le B. P. n'a pas voulu retirer le mandat que Suzanne Girault détient en effet du V^e Congrès mondial, mais il a voulu lui retirer le droit de parler à l'Exécutif au nom du Parti français. Doriot au nom du B. P. a précisé que si Suzanne Girault voulait user de son droit de membre de l'Exécutif désignée par le V^e Congrès mondial, la délégation interviendrait pour dire qu'elle parle en son nom personnel.

Le Bureau politique souligne que son intention, pour les raisons déjà signalées plus haut, est de retirer le droit de représentation du P. C. F. à Suzanne Girault, non seulement sur la question russe, mais en vertu des décisions du Congrès de Lille, sur les problèmes politiques et tactiques qui se sont posés devant le Parti français et l'Internationale.

Le B. P. repousse également l'accusation d'usage de procédés d'intimidation à l'égard de Suzanne Girault comme de tous les autres membres qui ne sont pas d'accord avec lui sur la question russe et les autres problèmes politiques intérieurs et extérieurs. Il ne veut pas discuter à nouveau sur certains procédés d'intimidation utilisés naguère par Suzanne Girault puisqu'ils sont connus du Parti. Le B. P. déclare seulement qu'il a fait la preuve de sa loyauté à l'égard des divers opposants en les combattant au grand jour des assemblées du Parti et en leur posant avec franchise les conditions d'une collaboration sur la base des résolutions de Congrès.

LE B. P. DU P. C. F.



D'autre part nous avons reçu du camarade Rabaté la lettre suivante:

Paris, le 30 octobre 1926.

Camarade Bernard

Cher camarade,

En réponse à la demande faite par toi, au nom du Secrétariat, le 23 octobre, concernant la résolution votée par le C. C. du P. C. F. des 20 et 21 octobre sur la question russe, je déclare que :

1° Je ne m'estime pas encore suffisamment au courant des diver-

gences existant entre la majorité du P. C. de l'U. R. S. S. et l'opposition pour me prononcer sur le fond du débat.

Or, je lis dans la résolution du C. C. du P. C. F. :

« L'opposition s'est heurtée à la résistance de l'écrasante majorité des cellules communistes et l'attitude de celles-ci est la démonstration de la justesse de la ligne adoptée par le XIV^e Congrès que confirment encore les récents progrès réalisés dans le domaine économique. »

Le passage que je souligne constitue l'affirmation par le P. C. F. que la ligne politique de la majorité du P. C. de l'U. R. S. S. est juste et que, par conséquent, la ligne de l'opposition est fautive.

Je considère que ceci constitue, en fait, un jugement sur le fond que je ne me considère pas, actuellement, capable de faire mien.

2° Je suis absolument satisfait de la déclaration signée au nom de l'opposition par les camarades Zinoviev, Trotski, Kaménev et Piatakov, déclaration qui condamne le travail fractionnel et indique la volonté des signataires et de leurs amis politiques de se soumettre aux décisions du XIV^e Congrès ainsi qu'aux décisions du Comité central et de la Commission centrale de contrôle.

Une telle déclaration consacre d'une façon absolue l'unité du P. C. de l'U. R. S. S. et donne la garantie que la discipline indispensable à un Parti bolchévik sera respectée à l'avenir.

En conséquence, partisan sans réserves de la partie de la résolution du P. C. F. concernant la discipline, je suis obligé de m'abstenir sur l'ensemble par suite du jugement porté par cette résolution quant au fond.

Je souhaite vivement, pour l'édification des communistes français, que l'étude de la question russe soit poussée activement et que chaque membre du P. C. F. puisse en toute connaissance de cause se prononcer et j'ai la ferme conviction que non seulement cette étude ne peut porter préjudice à l'accomplissement des tâches impérieuses qui se posent devant le Parti, mais, qu'au contraire, elle ne peut, en renforçant l'éducation léniniste, que contribuer pour une grande part à la formation en France, d'un grand Parti bolchévik.

Reçois, cher camarade, mon salut fraternel,

RABATÉ, membre du C. C. du P. C. F.

Dans la première partie de la réponse à Suzanne Girault, le B. P. précise que les membres du C. C. ont toute liberté pour se prononcer définitivement sur le fond. Cela doit donner satisfaction à Rabaté.



Le travail des cellules d'entreprise



Le Comité central, dans sa réunion du 20 octobre, a souligné les bons résultats de la campagne du Parti.

Il a concrétisé, dans une résolution importante, les tâches actuelles de nos cellules :

- 1° *Maintien et développement de l'activité politique qui anime présentement le Parti;*
- 2° *Recrutement intensif orienté vers la conquête des grosses usines;*
- 3° *Renforcement du travail syndical du Parti;*
- 4° *Renforcement de nos organismes de base et de leur direction;*
- 5° *Diffusion de notre presse et en particulier de l'Humanité.*

Nous devons, sur la base de cette résolution, examiner point par point quel va être le travail d'une cellule d'entreprise moyenne groupant quinze, vingt ou vingt-cinq camarades.

Nous savons que les organisations de ce genre ne fonctionnent pas toujours très bien.

Il s'en faut.

La constitution de nos cellules de rues, en redressant les graves erreurs commises pendant deux années, a remis chacun à sa place. Les artisans, les employés, les gens de maison et concierges (comme on disait) sont maintenant affectés ou en voie d'affectation dans leurs organismes réguliers.

Nos cellules d'entreprises sont allégées. Elles ont ou elles vont avoir une capacité de travail bien plus grande.

On peut dire — Thorez et Dallet l'ont justement marqué devant le C. C. — que nos cellules d'entreprises ont eu une activité particulière pour la préparation de la campagne du Parti et de la journée du 7 novembre.

Cela tient à ce que nos cellules — comme nos rayons et nos sous-rayons d'ailleurs — se réunissaient avec un ordre du jour posant des points précis, fixant des objectifs concrets, limités, bien déterminés à l'avance. Les membres du Parti se lançaient dans le travail avec confiance et avec la certitude d'obtenir de bons résultats.

Nous devons tenir compte de cela.

Si une cellule, pour en venir aux tâches présentes, entreprend une action pour des revendications maxima dans une entreprise où les ouvriers sont mal payés et que ces revendications apparaissent comme une chose insaisissable, il est bien évident que les camarades ne fourniront pas tout l'effort nécessaire et que les plus combattifs d'entre eux seront refroidis devant l'indifférence du personnel de l'entreprise qui ne répondra pas à un mot d'ordre dépassant sa capacité de lutte.

La cellule doit savoir différencier les grandes directives d'action

générale (échelle mobile, etc.) des mots d'ordre concrets susceptibles d'alerter les ouvriers et elle doit savoir adapter aux conditions particulières de l'usine (état d'esprit, combativité, taux des salaires) le programme maximum de la C. G. T. U. et du Parti.

Refuser de discuter avec une direction d'usine parce que celle-ci indique, *a priori*, qu'elle n'accordera pas l'échelle mobile, ne saurait se concevoir.

La cellule, tout en marchant vers les grands objectifs qui sont déterminés par le C. C. du Parti et la Commission exécutive de la C. G. T. U., choisit des revendications immédiates, détermine les premiers objectifs vers lesquels elle tente d'emmener les ouvriers de l'entreprise.

Les cellules, pour maintenir leur activité, pour donner un contenu positif à leur action, devront, en même temps qu'elles feront l'étude des problèmes politiques d'actualité, comme la question italienne, la grève anglaise, la Chine, lancer et soutenir des revendications minimum accessibles.

Une petite victoire, obtenue sur une question de gros sous, de conditions de travail, de l'hygiène, renforcera considérablement l'autorité de l'organisation du Parti dans l'usine et donnera confiance en eux-mêmes aux adhérents.

Il est sûr que, dans une entreprise battue par la propagande syndicale et du Parti, où les ouvriers viennent d'obtenir une augmentation de salaire grâce à cette propagande, nous avons un champ immense de recrutement pour les syndicats et pour le Parti.

Nous sommes évidemment satisfaits d'avoir dans notre organisation des ouvriers de petites entreprises, d'y avoir des artisans, des cultivateurs, des commerçants, des vigneron et des fonctionnaires. Mais nous sommes inquiets de voir que nous ne pénétrons pas encore dans les grosses entreprises.

Malgré tous nos efforts nous n'avons rien ou presque dans les forteresses de l'économie française, dans l'industrie lourde.

Cela est grave. Cela peut devenir dangereux.

Lançons-nous dans les grosses usines. Recrutons.

L'expérience de la dernière campagne du Parti nous indique que c'est seulement là où nous avons travaillé depuis longtemps, que c'est seulement dans les entreprises qui étaient assiégées depuis de longs mois par la propagande du Parti, que nous avons obtenu de sérieux résultats et que nous avons constitué des cellules de quinze, vingt ou trente adhérents.

Le recrutement dans les grosses usines ne s'accomplira pas en une semaine ou en un mois.

On ne crée pas dans les usines des mouvements artificiels de sympathie pour le Parti. C'est une propagande méthodique, suivie, soutenue, bien coordonnée, se poursuivant pendant des mois et des mois que l'on parviendra à acquérir une base sérieuse dans chaque entreprise.

Les quelques milliers de camarades que nous avons, de-ci, de-là, disséminés dans les gros ateliers, doivent comprendre qu'ils sont à un poste d'honneur. Leurs épaules sont lourdes de travail et de responsabilités.

Ceux-là doivent, plus que tous les autres membres du Parti, organiser sérieusement, avec l'appui des rayons et des régions, leur travail intérieur de cellule.

Nous insistons là-dessus. La direction de la cellule (bureau ou secrétariat) consacrerá une ou plusieurs séances particulières à établir un plan de travail, pour une période limitée, et qui portera sur le recrutement du Parti, le recrutement syndical, la diffusion de *l'Humanité*, le journal d'entreprise, etc.

Sur chacun de ces points on fera une étude sérieuse des moyens à employer pour obtenir les premiers résultats, on cherchera l'appui de la direction du rayon pour le recrutement, la diffusion de *l'Humanité*, et le tirage du journal d'entreprise si on n'a pas les moyens de faire ce travail.

On parlera avec le secrétaire du syndicat pour mener de front une propagande syndicale sérieuse.

Souvent la cellule devra faire des réunions spéciales dans lesquelles on invitera les ouvriers de l'entreprise, quels qu'ils soient, et à qui on fait prendre contact avec le Parti, qui discutent même avec lui et qui voient que nous ne sommes pas une organisation fermée, une secte philosophique aux discussions oiseuses auxquelles on ne comprend rien.

Notre cellule d'entreprise n'établira pas son siège dans les bois ou dans une cave, comme on l'a vu déjà, mais autant que possible dans une salle connue, facilement accessible pour les sympathisants et les nouveaux adhérents, sans qu'ils aient à franchir un cordon de suspicion.

On ne négligera pas de mettre sur le matériel édité un bulletin d'adhésion avec une adresse connue autant que possible.

Les camarades qui dirigent la cellule devront conquérir de l'influence sur les ouvriers de l'entreprise, influence qui deviendra une garantie contre la répression.

Dans cet ordre d'idées, le syndicat des métaux du Boucau vient de faire élire le secrétaire de la cellule des forges de l'Adour (cellule qui groupe 120 camarades) conseiller prud'homme aux dernières élections.

Chacun comprend que cela constitue déjà une sérieuse garantie pour le camarade et pour l'autorité de la cellule, et pour le travail syndical du Parti.

Cette autorité ne sera réelle, effective, que lorsque les camarades qui dirigent l'organisation du Parti dans l'usine prendront, par leur travail assidu, partagé, une grande influence sur le personnel.

Ces camarades devront s'imposer chaque jour, chaque semaine ou chaque mois, par des exposés clairs, concis, dans les assemblées d'ouvriers.

Ce n'est que dans la mesure où les membres du Parti sont sympathiques aux autres ouvriers qu'ils apparaissent comme des travailleurs sérieux et réfléchis, que l'influence du Parti s'élargira dans les entreprises.

C'est là l'A B C de notre pénétration dans les grandes usines.

L'avenir de notre Parti prolétarien dépend de sa formation et de sa composition sociale.

Chacun de nous sait cela, mais il importait qu'on le marque à nouveau.

L. CROSET.

A PROPOS D'UNE CAMPAGNE

de la bourgeoisie française



Le rôle de la presse

Parmi les difficultés que nous rencontrons dans notre tâche de conquête des masses, l'attachement porté à la presse bourgeoise par un certain nombre de travailleurs est une des plus importantes.

Nous devons donc armer tous nos camarades, leur indiquer tout ce qu'il est possible de tirer de la lecture des journaux d'information pour illustrer notre thèse sur le rôle de la presse. Il nous faut, à l'aide d'exemples précis, montrer comment chacun des organes bourgeois tient sa partie dans le vaste concert du bourrage des crânes.

N'oublions pas que leur prestige tient surtout au masque de neutralité derrière lequel ils cachent la défense des intérêts capitalistes.

Par la même occasion, nous accroîtrons nos connaissances en ce qui concerne l'agitation et les méthodes de taylorisation employées là aussi par nos adversaires.

Produire plus, consommer moins

Tel est le grand mot d'ordre qu'entend nous imposer le capitalisme dans la période actuelle. En cette occurrence, quel est le rôle de la presse d'information ?

Prenons comme exemple trois journaux assez répandus parmi la classe ouvrière, et nous pourrions saisir sur le vif quelques-unes des méthodes employées pour forger l'opinion suivant l'intérêt capitaliste. D'abord, le *Journal honnête pour honnêtes gens*. Depuis un certain temps, un M. Hemmerdinger, docteur de son état, y enseigne le moyen de comprimer encore les budgets les plus modestes. Les pauvres, dit notre Esculape, gâchent une quantité incalculable de nourriture. Ils mangent de la viande souvent ! Deux fois par semaine suffisent largement. Trop de beefsteaks, trop de gigots. Les bas-morceaux sont suffisants pour des estomacs de prolétaires. Le vin peut être supprimé sans préjudice, même pour les ouvriers exécutant les plus durs travaux. Il faut réduire à ses plus extrêmes limites la consommation du café.

Toutes sortes d'avantages, on le voit, pour les possédants en général, et les médecins en particulier.

À la date du 9 octobre, et dans le même *Quotidien*, M. C. Faroux nous affirme que la *moyenne des salaires est de cinquante francs par jour* pour les ouvriers français. Ce journal affiche ainsi un mépris manifeste de ses lecteurs, parmi lesquels il y a pourtant un certain nombre de travailleurs. D'où peuvent provenir de tels chiffres ? Ce n'est, en effet, un secret pour personne que des salaires aussi élevés ne sont atteints que par une catégorie infime des ouvriers d'élite.

M. Faroux, poursuivant son raisonnement, montre que cinquante francs de salaire équivalent à une quantité de blé de moitié inférieure à celle qu'un ouvrier pouvait se procurer en 1914 contre le prix moyen d'une journée de travail.

En ce qui concerne les œufs, le beurre, les pommes de terre, des chiffres d'un même ordre sont donnés par M. Faroux.

Que voilà bien un ensemble de constatations qui appellent la conclusion suivante : Et vous voyez bien qu'une augmentation de salaires est inévitable. »

Première étape : produire plus

Voyons la suite. M. Citroën vend, par exemple, une de ses voitures 21.000 francs, déduction faite des différentes taxes. Dans une longue démonstration où, une fois de plus, il fait intervenir le blé, à titre de commune mesure, M. Faroux montre que cette automobile de 1926 ne coûte pas plus qu'une carrosserie fermée de 1914. Il faut donc que les prix se relèvent. Naturellement, la future autant qu'éventuelle augmentation de salaires vient bien à point pour justifier ce principe posé par M. Faroux.

Nous commençons à connaître maintenant la provenance des chiffres cités par celui-ci. De toute évidence, si la moyenne des salaires est de cinquante francs par jour, et si ces salaires doivent encore augmenter, M. Citroën ne peut plus tenir le coup et le prix de ses automobiles doit être majoré.

Si nous ouvrons *Le Petit Parisien* du lendemain, nous voyons M. Faroux y entonner un cantique en trois articles à la gloire des usines Citroën. Bien entendu, cela doit lui rapporter un salaire qui dépasse la fameuse moyenne. Là, travaillant aux pièces, comme tous les ouvriers de Citroën, il expose franchement les conceptions de son patron : méthodes de travail de plus en plus standardisées, dans le but d'accroître aussi de plus en plus le rendement, grâce à l'habileté « toute spéciale » qu'acquiert l'ouvrier étroitement spécialisé.

Habileté toute spéciale en effet, dont le patron profite dans une mesure d'autant plus grande, que l'ouvrier se trouve plus complètement réduit au rôle de machine étroitement réglée. Dans son deuxième article, M. Faroux revient d'ailleurs lourdement sur cet aspect de la question.

« La perfection de la fabrication est telle que tout ajustage devient désuet... La production annuelle correspond déjà à six voitures par ouvrier, chiffre qui va augmenter à brève échéance. »

Si l'on admet que le prix de vente d'une voiture Citroën est de 30.000 francs, on s'aperçoit vite que, même avec un salaire moyen de « cinquante francs », M. Citroën tire une plus-value respectable du travail de ses ouvriers. Compte tenu, bien entendu, de tous les frais : prix des matières premières, amortissement, impôts divers (que M. Citroën, d'ailleurs, paie s'il le juge utile, voyez bénéfices de guerre), etc., qui ne nous sont d'ailleurs point indiqués, parce qu'ils éclaireraient d'un jour trop cru le scandale d'une semblable exploitation. Comment cela est-il possible ? Du fait même de la perfection technique et de l'asservissement chaque jour plus étroit du travailleur à la machine.

Si cela était dans le cadre de cette courte étude, nous pourrions donner quelques chiffres, mettant en parallèle l'augmentation continue des pièces usinées par un ouvrier dans un temps donné et la diminution aussi continue du prix payé pour chacune de ces pièces à cet ouvrier.

Tenons-nous au fait que cet hymne à la production a pour but tout à fait précis de prôner l'augmentation du rendement de la main-d'œuvre et ceci pour l'unique profit du capitalisme.

Dans la mesure où le travailleur se trouve réduit au rôle de simple rouage de la vaste machine qu'est l'usine, il devient, à son tour une pièce détachée de série. C'est le rêve pour un patron ! Bien que des pièces de machines en chair s'adaptant, suivant les besoins, à n'importe laquelle des machines inertes. Les premières sont bien supérieures aux secondes puisque malgré leur souplesse incomparable, il n'est point besoin de prévoir leur amortissement. Ce rêve est d'autant plus séduisant

que ces machines sont vraiment de bonne composition. En les préparant convenablement, on peut les faire entrer en concurrence les unes avec les autres. Une supériorité de plus à l'actif des machines vivantes.

Deuxième étape : se restreindre

C'est pour cette besogne de préparation des cerveaux des hommes machines que la presse est mise à contribution. Elle ne s'en tire pas trop mal, ainsi que nous avons pu le constater jusqu'à présent. Prenons pour mieux comprendre encore, *Paris-Midi* du 11 octobre. Nous y trouverons une preuve de plus que les campagnes du *Petit Parisien* et du *Quotidien* ne sont pas isolées.

Cet estimable canard traite : « De quelques préjugés économiques ». Les prix sont trop bas, dit-il en substance. Répétons qu'ils doivent monter. Créons l'atmosphère. Disons sans relâche, que l'augmentation des prix est causée par la hausse des salaires, qui est aussi responsable de l'inflation.

Voyez comme c'est malin ! D'un côté il faut se servir du prétexte (faux d'ailleurs) des hauts salaires et de leur augmentation (éventuelle, à moins qu'elle soit imposée par la force ouvrière) pour passer à une augmentation, certaine celle-là, des prix. Ce but atteint, il importe, d'un autre côté, de préparer les esprits à des restrictions de plus en plus féroces de la consommation ouvrière.

Ces exemples de l'unité multiforme de la campagne bourgeoise pourraient être multipliés. Cela n'est point utile. Ceux que nous avons pris nous suffisent.

Profitons des armes que nous donne la bourgeoisie

Nous devons en tirer profit. D'abord en face de cette souplesse des différents éléments concourant à la préparation d'un même état d'esprit, qu'avons-nous à opposer ? L'absence la plus apparente de cette unité, de cette souplesse dans la division du travail et, surtout de cette continuité dans les campagnes qui font la force de la presse adverse.

C'est justement parce que le prolétariat a ces moyens très limités, qu'il doit chercher à obtenir avec ces moyens restreints le maximum de résultats possibles. Que chacun des organes dont il dispose soit exploité de telle sorte que l'ensemble forme un tout harmonieux. Inspirons-nous de l'exemple que nous donne la presse au service du capitalisme. Quand les différents journaux bourgeois traitent une même question, chacun selon une forme différente, aucun d'entre eux ne perd de vue le but commun. Tous aboutissent aux mêmes conclusions. De notre côté, nous devons lutter vigoureusement contre les habitudes fâcheuses qui nous portent à vouloir tous traiter dans leur ensemble les grands problèmes politiques et économiques, au lieu de nous partager le travail et de pouvoir ainsi, comme la presse bourgeoise, les étudier sous toutes leurs formes.

Une deuxième leçon dont nous devons faire notre profit, est que nous n'attachons pas assez d'importance au travail de la presse.

De nombreuses expériences nous apprennent que le meilleur moyen de débarrasser les crânes est de déshabiller les soi-disant idées développées dans la presse adverse. On peut chaque jour montrer dans un même journal les contradictions d'une colonne à l'autre, les raisons intéressées de certaines campagnes, celle de M. Faroux par exemple et, ce faisant, on fait beaucoup pour cette besogne indispensable de débouillage.

Il semble que, pour certains, c'est une besogne secondaire. A notre avis, c'est là une faiblesse et une erreur.

En montant toutes ces petites choses en épingle, nous faisons d'une pierre deux coups. Nous fournissons à l'ensemble de nos lecteurs des

arguments qui parfois leur manqueraient, tout en démasquant peu à peu la presse bourgeoise.

Ces toutes petites leçons de choses font parfois plus pour développer notre influence que les meilleurs discours ou les livres les mieux écrits qui, bien souvent, ne sont connus que d'un nombre restreint de travailleurs.

En conséquence, nous devons donc accorder une très large place à la critique sévère et détaillée des campagnes menées par la presse bourgeoise.

Ce sujet n'est pas épuisé, loin de là, mais j'ai voulu me borner à attirer l'attention de tout le Parti sur ce point.

Opposons à la presse bourgeoise l'information précise et d'inspiration nettement prolétarienne de la nôtre. Donnons à l'ensemble de nos lecteurs, un aperçu de la « pensée » de nos adversaires, c'est le meilleur moyen de déboulonner ceux-ci des positions qu'ils occupent.

Si nous savons faire cela, avec obstination et persévérance, nous serons nous-même surpris des résultats obtenus.

DÉSUSCLADE.



Réponse à Arrig

A propos de *l'Ouvrière*



Dans l'un des derniers numéros des *Cahiers*, mon camarade Arrig fait une critique assez vive de *l'Ouvrière* en ce qui touche la littérature servie à nos lectrices sous forme de « Feuilleton » ou de « Belles Pages ».

« Point n'était besoin, dit-il, de faire de la réclame à l'un de nos ennemis les plus avérés, René Benjamin, en publiant un extrait de son ouvrage : *Justices de Paix*. »

J'avoue, à ma courte honte, que cet auteur m'était jusqu'ici complètement inconnu; je n'ai jamais eu le loisir de faire de la littérature et je n'ai jamais pu éplucher les écrivains ou plutôt les écrivassiers de notre époque. De bonne heure absorbé par le travail qui était mon gagne-pain et par la vie militante, j'ai porté ailleurs mes lectures.

En tout cas, je ferai remarquer à mon camarade Arrig que sa critique, en l'espèce, a porté sur la qualité de l'auteur seulement, non sur le sujet traité. Or, je lui pose la question: quand nous trouvons chez nos adversaires des arguments qui se rencontrent avec les nôtres, devons-nous simplement les rejeter? Quand nous nous en servons, au contraire de ce qu'il pense, ne faisons-nous pas mieux que de la réclame à leurs auteurs, et ne risquons-nous pas de leur causer quelques embarras?

Camarade Arrig, vraiment, il me semble que vous avez exagéré un peu!

D'autre part vous dites qu'adversaire de la publication d'un feuilleton dans un hebdomadaire, un roman comme *La Mère*, de Gorki, avait pourtant sa place dans un journal communiste, dans *l'Ouvrière* notamment. Cependant la longueur de l'ouvrage aurait dû s'opposer à sa publication.

En réalité, d'amples extraits seulement devaient être reproduits. Mais cette difficulté s'est présentée: à moins de ne donner que des passages sans liens entre eux dont la lecture n'aurait pas permis à nos camarades de suivre la trame de l'ouvrage, il était tout à fait impossible de sauter des chapitres tant ceux qui le composent s'enchaînent et se tiennent.

La publication de *Candide* vous fait lever les bras au ciel, mon cher camarade.

Candide, dites-vous, est pour nous autres un affreux bonhomme, acceptant tout du destin et des hommes, justifiant toutes choses avec sa philosophie singulière. *Candide* est la personnification de l'individu inconscient de nos jours, vivant petitement, chichement, sans efforts, mais enfermé dans son égoïsme et sa satisfaction personnelle que rien ne dérange, que rien ne fait penser, qui ne voit ni la misère d'autrui ni la sienne propre. C'est enfin un contre-révolutionnaire.

Evidemment, *Candide* n'est pas un révolutionnaire. Mais, mon cher camarade, je pense que la dose de sa philosophie est tellement formidable qu'elle provoque chez le lecteur une réaction assez vive.

Par ailleurs, estimeriez-vous que les œuvres de Voltaire soient déplacées dans nos publications? Mais Lénine lui-même n'en recommandait-il pas la lecture?

Pas *La Mère*, de Gorki, c'est trop long; pas *Candide*, tant le personnage doit nous être antipathique. Quoi alors? Aimeriez-vous mieux de ces romans *vulgaires* que nous réclame un camarade, qui pense sans doute que la littérature à vingt ou trente sous le boisseau est ce qui convient aux femmes?

Je considère, quant à moi, que notre *Ouvrière*, journal communiste, dont la tâche est de conquérir les femmes laborieuses, doit être en même temps qu'un journal d'éducation prolétarienne, celui qui doit donner à nos camarades un peu des connaissances que notre régime leur a refusées.

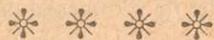
Celles qui ont fréquenté écoles supérieures ou lycées connaissent Voltaire. Où sont-elles donc? A quelques exceptions près elles ne sont pas dans les rangs de la classe ouvrière, et par surcroît elles sont de l'autre côté de la barricade.

Le choix des œuvres qui conviennent à *l'Ouvrière* est difficile. Rares sont celles qui présentent ce qu'il nous faut rechercher, c'est-à-dire le caractère social, éducatif en même temps que littéraire. Et notre littérature prolétarienne, hélas! est bien pauvre, camarade, et pour cause.

Mais mon camarade Arrig qui a la critique si facile aurait pu, peut-être, donner sur ce point d'excellents conseils, d'intéressantes suggestions.

Il est regrettable, vraiment, qu'il ne l'ait pas fait.

MARIE-THÉRÈSE GOURDEAUX.



A propos de la question féminine



Notre camarade Marguerite Michard a écrit, dans le N° 58 des *Cahiers* en date du 9 octobre, un article tout à fait intéressant sur le travail des membres de notre Parti dans la conquête des masses féminines.

Si je suis entièrement d'accord avec notre camarade en ce qui concerne les différents problèmes posés au cours de cet article, et qui portent sur les erreurs commises par certains de nos camarades hommes sur l'idée du passage de la femme dans la production et la vie économique du pays, je cesse d'être d'accord sur sa critique de « La page de la femme » qui paraît chaque semaine dans *l'Humaine*.

Notre camarade oublie trois choses:

1° Que les lectrices du journal ne sont pas toutes des militantes ayant une certaine éducation politique, mais qu'au contraire la grande majorité sont des femmes qui sentent encore très imparfaitement l'exploitation capitaliste dont elles sont victimes, qui lisent *l'Humanité* parce que leur compagnon le leur conseille, mais qui n'hésiteraient pas à acheter pour elles un autre journal, si celui-là leur paraît trop abstrait;

2° Que des journaux féministes bourgeois, spéciaux de mode, qui sont vendus très bon marché, donnent de nombreux modèles, publient des romans qui sont un véritable poison pour nos camarades inéduquées, passent des articles féministes où il est surtout question de l'émancipation politique de la femme, mais qui sont rédigés d'une façon qui doit intéresser, donnent des conseils sur tous les points concernant la vie de la femme, et que toutes, qu'elles soient ménagères ou ouvrières, savent apprécier. Ces journaux sont lus par des milliers d'ouvrières;

3° Notre camarade regrette que les femmes, après avoir lu la rubrique « s'habiller pour vivre », cherchent à exécuter le modèle de robe simple et facile et que, de cette façon, elles oublient de revendiquer de meilleurs salaires!

Je pense, quant à moi, que notre camarade Michard ne connaît pas le prix des tissus et qu'elle s'illusionne sur l'économie que peut réaliser une femme en confectionnant elle-même sa robe; souvent le prix de revient est sensiblement plus élevé que celui de la même robe achetée toute confectionnée; le seul avantage retiré est que la confection en est plus soignée.

Je ne vois donc pas là de quoi endormir la femme et lui faire accepter un salaire inférieur, sous prétexte qu'elle réalise une économie.

Je pourrais apporter ici une foule d'arguments pour prouver que les craintes de notre camarade sont exagérées.

Notre camarade Michard voudrait que « La Page de la femme » relate, sous forme d'anecdotes, les faits de grève amusants ou tragiques. Je pense que les faits de grève, qu'ils soient amusants ou tragiques, ne sont pas susceptibles d'intéresser seulement les femmes, mais qu'ils intéressent l'ensemble du prolétariat, et ne doivent pas passer dans une page réservée aux faits et revendications intéressant spécialement la femme.

A mon avis ce n'est pas faire une politique anti-communiste que d'essayer d'intéresser la majorité des femmes à notre journal de classe.

La lecture de *l'Humanité* n'est pas spécialement réservée aux militants, elle doit au contraire être accessible à toutes les femmes, et nous ne commettons pas d'erreur de considérer comme ayant un minimum d'éducation politique et sociale toutes les travailleuses.

En résumé, si nous voulons aller sûrement à la conquête des masses féminines, nous devons rechercher quels sont les meilleurs moyens pour leur faire connaître l'attitude de notre Parti dans tous les grands problèmes qui intéressent particulièrement les femmes. Mais nous ne pouvons pas oublier qu'il est impossible de supprimer d'un seul coup toutes les conséquences de l'éducation bourgeoise, qui a son empreinte sur les cerveaux de la majorité de la classe ouvrière; que les préjugés tiennent encore une grande place dans la vie même d'un grand nombre de nos camarades, et à plus forte raison chez des femmes qui sont restées jusqu'à ces derniers temps en dehors de toute vie politique et qui ne sont entrées dans la production que depuis quelques années seulement. Pour les conquérir nous devons nous servir de leurs goûts et de tous les moyens qui s'offrent à nous pour élever leur niveau d'éducation sociale pour développer leur sentiment de classe; et je pense que nous pouvons, à côté d'un modèle de robe, leur montrer un problème politique les intéressant particulièrement. Alors nous verrons entrer dans nos rangs des travailleuses qui viendront à nous, comme au seul Parti capable de les mener à la révolution qui, seulement, marquera la date de l'émancipation totale de la femme.

ANTOINETTE GILLE.



Le travail parmi les enfants



Le mouvement communiste d'enfants, qui se développe actuellement dans tous les pays, est d'une grande importance pour le Parti communiste.

En effet, le groupement d'enfants actifs sous la conduite du Parti communiste, offre la possibilité d'étendre son influence jusque sur les masses d'enfants ouvriers, de détruire en elles l'influence de la bourgeoisie, en un mot d'entraîner les enfants prolétaires dans la lutte de classe et d'élever ainsi leur conscience de classe.

C'est aussi, pour le Parti et les Jeunesses surtout, des réserves. C'est dans les groupes de pionniers que les Jeunesses trouveront des éléments déjà éduqués, capables de faire du bon travail et de fournir des cadres pour l'organisation.

C'est pourquoi le Parti et les Jeunesses communistes doivent consacrer une attention particulière à ce travail parmi les enfants, et créer un fort mouvement communiste d'enfants qui groupera les grandes masses des enfants de travailleurs, afin de les éduquer dans l'esprit communiste.

Le Parti dirige donc le mouvement d'enfants, mais par l'intermédiaire de la Jeunesse communiste qui, elle, en a la DIRECTION EFFECTIVE et la responsabilité. Ceci pour deux raisons principales : d'abord parce que les jeunes sont plus près des enfants, ont davantage leur confiance et peuvent par cela même leur présenter le travail plus agréablement et les faire travailler sans exercer sur eux une tutelle étroite; et ensuite, parce que les pionniers devant, à 15 ans, passer aux Jeunesses, ils doivent avoir l'habitude de travailler avec leurs camarades des Jeunesses.

Le travail parmi les enfants est donc une des tâches importantes de la J. C., une partie de son travail. Mais la Jeunesse n'ayant pas autant de camarades et ne possédant pas tous les moyens du Parti, ne peut mener cette tâche vraiment à bien qu'avec l'aide sérieuse du Parti.

Jusqu'à présent cette aide lui a manqué. Le Parti a souvent oublié qu'il devait diriger et veiller au travail de la Jeunesse, dans le mouvement d'enfants. Beaucoup de camarades du Parti ignorent même ce qu'est le mouvement d'enfants, quels sont ses buts et ses tâches, parce que, dans le Parti, du sommet à la base, on n'en a jamais discuté. Ceci ne doit plus exister : tous les camarades doivent connaître l'organisation des pionniers, être au courant du travail de cette organisation, et bien comprendre toute l'importance de ce travail.

La première tâche de tous les camarades du Parti est de se renseigner sur le mouvement d'enfants, de rechercher la documentation et de pousser leurs rayons, leurs cellules à mettre cette question importante à l'ordre du jour, à faire des assemblées d'informations afin d'en discuter plus largement.

Il y aussi la presse, qui permet de faire connaître le mouvement d'enfants, non seulement dans les rangs du Parti, mais à tous les sympathisants, à tous ceux qui la lisent. Les militants les plus connus, les plus en vue dans leur région doivent faire, de temps à autre, des articles sur ce travail, et, entre temps, tous les autres camarades doivent écrire souvent. Quand il y a un groupe d'enfants dans leur localité : donner des

*Pour comprendre la discussion passionnée
dans le P. C. R., il faut lire :*

I. STALINE

LES QUESTIONS DU LÉNINISME

Beau volume de 392 pages, grand format

Prix **20 francs**

G. ZINOVIEV

LE LÉNINISME

Volume de 324 pages

Prix **14 francs**

*Les organisations obtiendront des conditions spéciales au
Bureau d'Éditions, 132, Faubourg Saint-Denis, PARIS (X^e)*

*Les membres du Parti recevront ces ouvrages, franco, en
adressant : **13 fr. 50** pour le livre de Staline, ou **10 fr.**
pour le livre de Zinoviev, directement au Siège du Parti,
120, rue Lafayette, PARIS (X^e). — Chèque Postal : 608-64.*

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ
132, Faubourg Saint-Denis - PARIS (10^e)

Tél. : Nord 07-51 et 97-32

Chèque Postal : 943-47

V. CAT

L'INFLATION

Ses Profiteurs - Ses Victimes

Prix 4 fr. 50

M. BEER

KARL MARX

Sa Vie - Son Œuvre

Prix 6 francs

*En vente DANS VOS ORGANISATIONS et à la LIBRAIRIE
de L'HUMANITÉ, 120, rue Lafayette PARIS (X^e)*